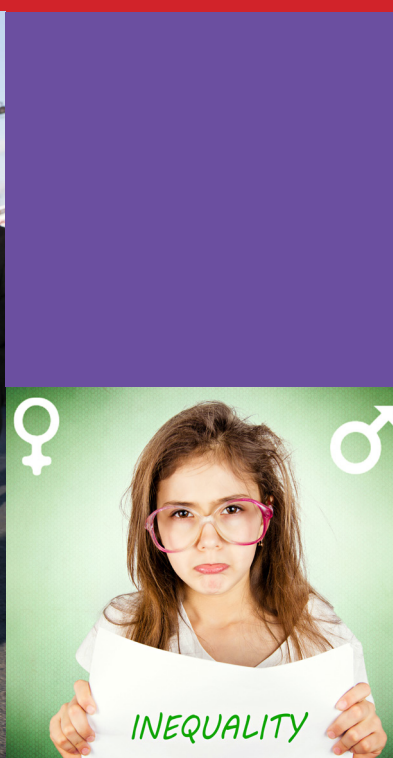


GÉRER LA CONTROVERSE

DÉFINIR UNE STRATÉGIE POUR TRAITER LA CONTROVERSE ET ENSEIGNER DES SUJETS CONTROVERSÉS À L'ÉCOLE



Un outil de formation pour les chefs d'établissement et les équipes dirigeantes sur la gestion de la controverse et sur l'enseignement de sujets controversés à l'école. Document élaboré avec la participation des pays suivants : Autriche, Chypre, Irlande, Monténégro et Royaume-Uni, avec le soutien de l'Albanie, de la France et de la Suède

Funded
by the European Union
and the Council of Europe



EUROPEAN UNION

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Implemented
by the Council of Europe

GÉRER LA CONTROVERSE

DÉFINIR UNE STRATÉGIE POUR TRAITER
LA CONTROVERSE ET ENSEIGNER DES
SUJETS CONTROVERSÉS À L'ÉCOLE

Un outil d'autoréflexion pour
les chefs d'établissement et
les équipes dirigeantes

English Edition :
Managing controversy
Developing a strategy for handling
controversy and teaching controver-
sial issues in schools
A self-reflection tool for school lead-
ers and senior managers
ISBN 978-92-871-8307-1

© Council of Europe, January 2017

Texte créé et utilisé avec l'autorisation
du Conseil de l'Europe. Ce document
est publié en accord avec le Conseil
de l'Europe, mais sous la seule
responsabilité du ou des traducteurs.

Les vues exprimées dans cet ouvrage
sont de la responsabilité des auteurs
et ne reflètent pas nécessairement la
ligne officielle du Conseil de l'Europe.

Tous droits réservés. Aucun extrait
de cette publication ne peut être
traduit, reproduit ou transmis, sous
quelque forme et par quelque
moyen que ce soit, électronique
(CD-Rom, internet, etc.) ou mécan-
ique, photocopie, enregistrement
ou de toute autre manière, sans
l'autorisation écrite préalable de la
Direction de la Communication.
(F-67075 Strasbourg Cedex ou
publishing@coe.int).

Couverture : Service de la produc-
tion des documents et des
publications
(SPDP), Conseil de l'Europe

Cette publication n'a pas
fait l'objet d'une relecture
typographique et grammaticale
de l'Unité éditoriale de la DPDP.

Photos de couverture :
Shutterstock Layout Jouve, Paris

Éditions du Conseil de l'Europe
F-67075 Strasbourg Cedex
<http://book.coe.int>

ISBN 978-92-871-9167-0

© Conseil de l'Europe
Novembre 2021

Imprimé au Conseil de l'Europe

Cette publication, qui est fondée sur le kit
pédagogique à l'intention des enseignants
intitulé : *L'enseignement des sujets*
controversés dans le cadre de l'éducation à
la citoyenneté démocratique et aux droits de
l'homme, a pour vocation d'offrir un éventail
complet de ressources de développement
professionnel couvrant tous les aspects
du travail que l'école doit mener dans ce
domaine.

Table des matières

REMERCIEMENTS	5
PRÉFACE	7
INTRODUCTION	9
1. LA DIRECTION D'UN ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE	17
2. L'ESPRIT ET LA CULTURE DE L'ÉCOLE	23
3. ENSEIGNEMENT ET APPRENTISSAGE	27
4. LES CONTENUS DE L'ENSEIGNEMENT	31
5. LA PAROLE DES ÉLÈVES	35
6. ORIENTATION ET ACCOMPAGNEMENT	39
7. PARTICIPATION DES PARENTS	43
8. GESTION DES RISQUES	47
9. FORMATION ET DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL DU PERSONNEL	51
ANNEXE I – LISTE DES MESURES POTENTIELLES	55
ANNEXE II – GÉRER LA CONTROVERSE : IMPLICATIONS POUR LES CHEFS D'ÉTABLISSEMENT ET LES ÉQUIPES DIRIGEANTES – UN DOCUMENT D'ORIENTATION	59
REFERENCES ET RESSOURCES	69

Remerciements

Gérer la controverse est un ouvrage publié dans le cadre du programme pilote commun de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe intitulé : « Droits de l'homme et démocratie en action », dont l'objet est de mettre en application les principes de la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme.

Auteurs

Ted Huddleston et David Kerr.

Partenaires du projet

Susanne Reitmair-Juárez, Centre pour la démocratie, Vienne, Autriche

Sigrud Steininger, Ministère fédéral pour l'éducation et la condition féminine, Vienne, Autriche

Pavlina Hadjitheodoulou-Loizidou et Despo Kyprianou, Institut pédagogique de Chypre, Ministère de l'éducation et de la culture, Chypre

Aidan Clifford et Mary Gannon, Unité d'élaboration des programmes du Comité de l'enseignement professionnel de la ville de Dublin, Irlande

Bojka Djukanović, Chaire UNESCO en éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme, Université du Monténégro, Monténégro

David Kerr et Ted Huddleston, Citizenship Foundation, Londres, Royaume-Uni

Partenaires associés

Tommy Eriksson, Agence nationale suédoise pour l'éducation, Suède

Astrit Dautaj, Institut pour le développement de l'éducation, Albanie

Conseil de l'Europe

Yulia Pererva, Marc Hory

Préface

La controverse et les sujets controversés sont au cœur de nos sociétés démocratiques. C'est pourquoi apprendre à traiter de tels sujets doit aussi être au cœur d'un véritable système d'éducation à la citoyenneté démocratique et d'éducation aux droits de l'homme. Comme l'a indiqué Sir Bernard Crick dans le rapport déterminant qu'il a publié en 1998 – *Education for citizenship and the teaching of democracy in schools* – et grâce auquel l'éducation à la citoyenneté a été ajoutée en 2002 aux matières obligatoires en Angleterre :

« Apprendre à dialoguer respectueusement avec des gens qui ont des valeurs différentes des nôtres est au cœur du processus démocratique, indispensable à la protection et au renforcement des démocraties, et favorable à la culture des droits humains. » (Crick, 1998)

Le Conseil de l'Europe a enregistré d'excellents résultats dans ses travaux destinés à promouvoir l'éducation à la citoyenneté démocratique, aux droits humains et au dialogue interculturel, ainsi qu'à favoriser et enseigner la culture de la démocratie en soulignant l'importance. C'est donc en toute logique que le Conseil de l'Europe, en partenariat avec l'Union européenne, dans le cadre du programme pilote lancé en 2015 sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme, a contribué à faciliter la création, par tout un éventail de partenaires issus de divers pays européens, d'un nouveau kit de développement professionnel.

Cette publication tombe à point nommé. Il se pose dans la société, dans les divers groupes de population, au quotidien, de nombreuses questions dont les jeunes, partout en Europe, tiennent à débattre. Pourtant, les occasions de le faire à l'école leur sont souvent refusées car ces sujets sont considérés comme trop délicats à enseigner en classe et difficiles à gérer à l'échelle de l'école. Les jeunes se retrouvent alors seuls et déconcertés face au trouble qu'ils ressentent, à leur colère, sans personne pour les aider à comprendre ces questions en les guidant, en dialoguant avec eux et en leur transmettant un savoir.

Nous savons que l'introduction dans le programme scolaire de sujets controversés soulève des questions pédagogiques complexes, notamment celles de savoir comment protéger la sensibilité des élèves de cultures et de milieux différents, comment éviter des accrochages en classe, et comment enseigner impartialement des sujets controversés, en évitant les critiques et les partis pris. Se pose aussi la question de la liberté d'enseignement et du rôle des convictions et des valeurs des enseignants eux-mêmes.

Nous savons aussi que les chefs d'établissement et les équipes dirigeantes se retrouvent confrontés à des questions touchant à la ligne de conduite de l'école : comment soutenir les enseignants qui évoquent en classe des sujets controversés, comment créer davantage d'occasions de dialoguer avec la communauté scolaire, par exemple en adoptant des formes démocratiques de gouvernance de l'école, comment promouvoir un esprit favorable au dialogue, comment suivre la qualité globale de l'enseignement de ces sujets controversés, et comment répondre aux inquiétudes des parents et d'autres personnes concernées en dehors de l'école.

Cette publication apporte un soutien sur ces deux points. Fondée sur le kit pédagogique à l'intention des enseignants – *Face à la controverse : L'enseignement des sujets controversés dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme* – elle apporte un soutien concret aux chefs d'établissement et aux équipes dirigeantes en leur proposant des façons de gérer proactivement les sujets controversés et d'y réagir, aussi bien à l'école qu'en dehors.

Tous nos partenaires associés à l'élaboration de ce kit de développement professionnel et nous-mêmes espérons que *Gérer la controverse* sera utilisé parallèlement à *L'enseignement des sujets controversés* afin de mieux préparer l'école dans son ensemble à traiter des sujets controversés, et d'offrir de meilleurs outils pour enseigner de tels sujets en classe, partout en Europe. Les jeunes bénéficieront de cet ouvrage mais aussi la qualité de l'éducation à la citoyenneté démocratique et de l'éducation aux droits de l'homme, ainsi que la protection et le renforcement de nos sociétés démocratiques.

Ted Huddleston

David Kerr

Citizenship Foundation (Royaume-Uni)

Octobre 2016

Introduction

C'est une évidence : les avantages qu'il y a à enseigner des sujets controversés sont nombreux et très importants, et il est capital d'inclure de tels sujets dans les programmes afin que tous les jeunes bénéficient, dans une société moderne, d'une véritable éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme. (Chef d'établissement scolaire, Monténégro)

Nous devons évoquer avec les élèves et leur permettre d'évoquer entre eux les questions controversées, aussi complexes et difficiles soient-elles, qui se posent quotidiennement, et leur offrir un espace protégé où explorer diverses idées, s'interroger, puis acquérir et maîtriser le langage et l'art de la pensée critique. (Chef d'établissement scolaire, Suède)

La controverse est un élément inévitable et de plus en plus marqué de la vie – et donc de la scolarité – en Europe. Pourtant, dans les pays européens, peu de chefs d'établissement et d'équipes dirigeantes reçoivent une formation officielle sur la façon de traiter les sujets controversés à l'école. Les programmes de formation et de développement qui leur sont destinés évoquent rarement ce thème, qui n'est ensuite que très peu, voire pas du tout, abordé dans le cadre de la formation continue.

Gérer la controverse, un outil d'autoréflexion destiné aux chefs d'établissement et aux équipes dirigeantes, a été créé pour combler cette lacune. Cet outil les aide à réfléchir à la façon dont la controverse est traitée dans leur établissement et leur suggère des méthodes concrètes pour y répondre de façon plus proactive et stratégique.

Le message principal qui ressort de cet ouvrage est qu'il ne faut pas craindre la controverse mais plutôt la considérer comme un aspect normal de la vie scolaire, qui, bien géré, présente des avantages considérables sur le plan social et éducatif.

Qu'entend-on par « sujets controversés » ?

Un « sujet controversé » est un sujet « qui éveille des sentiments intenses et divise l'opinion au sein des groupes de population et de la société »¹. Il peut s'agir de questions portant sur des enjeux locaux ou mondiaux et allant de la construction de mosquées à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ces sujets n'ont en outre pas la même acuité partout : ainsi la question du mariage homosexuel peut être relativement consensuelle dans certains pays européens alors qu'elle suscite une vive controverse dans d'autres. Certains sujets controversés existent de longue date, par exemple « les Troubles » en Irlande du Nord, la « question kurde » en Turquie, tandis que d'autres, notamment le cyberharcèlement et la menace de la radicalisation des jeunes, sont relativement récents.

Qu'est-ce qui peut susciter une controverse à l'école ?

N'importe quel aspect de la scolarité peut donner lieu à une controverse. Pour plus de facilité, le propos se concentrera sur les trois principaux.

- ▶ **Les contenus de l'enseignement** – Autrement dit, les programmes : la controverse est liée à l'une des matières, l'un des cours ou l'une des activités scolaires (que ce soit dans un cadre distinct, transdisciplinaire et/ou périscolaire), par exemple, en science, avec l'enseignement de l'évolution.
- ▶ **La culture** – La controverse est liée à certains aspects du quotidien scolaire (les règles et réglementations, la façon dont les gens interagissent et se comportent, etc.), par exemple la question du port du voile.
- ▶ **La collectivité** – La controverse est liée à des enjeux ou événements mondiaux (en lien avec certains parents, certains groupes de population locaux, des événements nationaux et internationaux), par exemple la controverse publique à propos de la politique migratoire des pouvoirs publics, qui affecte la façon dont les enfants issus de l'immigration sont traités par leurs camarades à l'école.

Ces aspects – parfois appelés « les trois C » de l'éducation à la citoyenneté démocratique, pour **C**ontenus de l'enseignement, **C**ulture et **C**ollectivité – sont distincts mais se recoupent souvent. Les conflits et controverses dans la société au sens large ont en particulier une influence non négligeable sur ce qui se passe à l'école.

1. Kerr et Huddleston (2015), p.8.

Questions controversées dans les programmes

Les programmes sont une source fréquente de controverse dans les écoles. Certaines disciplines, notamment celles qui sont citées ci-après, sont plus souvent associées à des controverses que d'autres.

- ▶ **L'histoire** – La façon dont certains événements sont relatés est contestée.
- ▶ **L'éducation religieuse** – Problèmes et questionnements éthiques sur le but et le sens de la vie.
- ▶ **L'éducation à la santé** – Questions de nature à heurter les sensibilités personnelles.
- ▶ **L'éducation civique et sociale** – Conflits entre les programmes politiques et les idéologies.
- ▶ **La littérature** – Problèmes et dilemmes d'ordre moral et social dans un cadre fictif.
- ▶ **Les sciences** – Théories et applications antagoniques.

Imprévisible, la controverse peut survenir à tout moment dans le cadre de l'enseignement de presque toutes les matières ou dans n'importe quelle activité scolaire.

Pourquoi la controverse constitue-t-elle un problème éducatif de plus en plus pressant en Europe ?

Si des questions controversées se sont toujours posées à l'école, les enjeux liés à la façon de les traiter se sont récemment avérés de plus en plus marqués, et ce pour un certain nombre de raisons, parmi lesquelles : la hausse rapide de la diversité à l'école, une sensibilité exacerbée à l'égard des questions d'identité, et l'essor des médias sociaux et des communications électroniques instantanées.

La hausse rapide de la diversité à l'école

En Europe, jamais la diversité n'a été aussi grande dans les écoles ni de portée aussi vaste : elle englobe aussi bien les différences de culture et de religion que d'orientation sexuelle, les besoins éducatifs particuliers, le handicap et plusieurs autres formes d'identité individuelle ou de groupe.

Une sensibilité exacerbée aux questions d'identité

Sous l'effet de divers facteurs – les inquiétudes suscitées par les violences et par les troubles sociaux fortement médiatisés qui se sont produits dans certains pays européens ; une meilleure connaissance des droits des personnes ; et les inquiétudes causées par les divisions de plus en plus marquées au sein de la société – les gens sont désormais bien plus sensibles aux différences qui règnent dans la société, et des formes inédites et inattendues de controverse ont vu le jour dans les écoles.

L'essor des médias sociaux et des messageries instantanées

À l'heure des médias de masse et des messageries électroniques instantanées auxquels donnent accès des dispositifs mobiles tels que des téléphones et des ordinateurs portables, les élèves, qui à tout moment peuvent avoir accès au web, sont systématiquement exposés aux mêmes conflits et controverses que les adultes, aussi bien à la maison qu'à l'école. L'école ne peut pas les empêcher d'être exposés à tout cela.

Quelle est la meilleure façon d'aborder la controverse ?

Sans aucun doute, la meilleure démarche face à la controverse n'est certainement pas de l'ignorer mais plutôt de s'en saisir et de la traiter comme un aspect normal de la vie scolaire, qui se règle dans le cadre d'une discussion et d'un débat. C'est la façon démocratique de régler la controverse, en plaçant les échanges et les débats au cœur de l'école, pas comme un exercice circonstanciel mais comme une façon normale de résoudre des différends et des conflits d'opinions dans la communauté scolaire en général.

Pour les élèves, il s'agit de prendre conscience du fait que discuter de questions controversées – que ce soit en classe, en conseil d'établissement, devant le Parlement des enfants, dans un cercle de discussion ou un club de débat – a un double objectif. D'une part, c'est l'occasion pour eux de discuter et de débattre des opinions des uns et des autres, et d'autre part c'est une façon d'apprendre : pas seulement d'acquérir des connaissances

scolaires mais aussi d'apprendre à faire face à la controverse et à la différence à l'école et dans la vie en général. C'est un moyen d'expression mais aussi une façon d'apprendre la citoyenneté démocratique.

Quels avantages y a-t-il à faire une place à la controverse ?

La perspective de se saisir ouvertement d'une controverse peut en impressionner plus d'un. Tenter d'éviter ou de minimiser les différences peut sembler être la solution la plus facile et la plus sûre, mais c'est un choix de plus en plus difficile à soutenir et à justifier. Partout en Europe, les jeunes sont plus conscients que jamais auparavant de ce qui se passe dans le monde et ils revendiquent davantage leur droit d'avoir leur mot à dire quant à leur avenir. Alors que l'accès aux médias sociaux est quasiment universel, les écoles ne peuvent plus tenter d'étouffer la controverse ou prétendre qu'elle n'existe pas ou qu'elle a lieu en dehors de l'école et non à l'école.

Le principal argument ici invoqué n'est toutefois pas qu'essayer d'éviter la controverse à l'école n'est plus possible mais plutôt que même si ça l'était, ça ne serait pas souhaitable. Cela reviendrait à ignorer les très nombreux avantages – sociaux et éducatifs – qu'il y a à se saisir de la controverse ouvertement et à la prendre au sérieux dès qu'elle survient à l'école : améliorer les programmes d'enseignement et le taux de réussite, rendre l'école plus sûre, plus juste et plus respectueuse, et rendre la société plus juste, plus inclusive et plus démocratique.

Améliorer les programmes d'enseignement et le taux de réussite

La controverse fait déjà partie intégrante de l'enseignement de nombreuses disciplines scolaires. Par exemple en histoire, où, en l'absence de contestation le cours équivaldrait à une simple propagande. Encourager les élèves à explorer les controverses qui surviennent ou sont inhérentes à l'enseignement de certaines matières et à en discuter les aide à élargir et approfondir leurs connaissances. Ça les aide également à développer et appliquer divers aspects essentiels de la pensée critique transdisciplinaire : reconnaître un parti pris, analyser les divers éléments d'appréciation et arguments, chercher d'autres interprétations et points de vue, consulter intelligemment la presse et les diverses sources médiatiques, en ligne ou autre. Enfin, les questions controversées donnent à l'enseignement toute son effectivité et sa pertinence. Elles peuvent rendre intéressantes des matières arides et pousser les élèves à utiliser hors de l'école ce qu'ils ont appris à l'école.

Une école plus sûre, plus juste et plus respectueuse

Encourager les élèves à débattre de sujets controversés lorsque ceux-ci se présentent à l'école peut aider à apaiser les tensions que suscitent ces sujets et à les empêcher de dégénérer. Discuter peut en outre aider à résoudre et à réduire les problèmes qui se posent à l'école, par exemple le harcèlement, l'homophobie, la discrimination et les discours de haine. Cela encourage les élèves à écouter et à être plus respectueux les uns des autres, ce qui les amène à privilégier le débat face à l'agression pour résoudre les différences entre eux à l'école.

Une société plus juste, plus inclusive et plus démocratique

Lorsque les écoles se saisissent de questions controversées, elles aident les élèves à acquérir des connaissances, valeurs et compétences civiques, qui leur permettent de devenir des citoyens informés, actifs et responsables.

C'est ce qui est parfois appelé les « compétences pour une culture de la démocratie »². Les élèves apprennent à défendre leurs propres droits démocratiques et ceux des autres, à exercer leurs responsabilités et à combattre la discrimination, jetant ainsi les bases d'une société plus juste, plus égalitaire et plus participative.

Quelles incidences une telle démarche a-t-elle pour la direction ?

En Europe, de nos jours, la façon d'aborder la controverse à l'école est en grande partie réactive et ponctuelle. Les controverses sont évaluées une à une et uniquement lorsqu'elles surviennent. Des liens sont rarement établis entre différents sujets controversés, ou entre ceux qui sont au programme et ceux qui sont liés à la vie de l'école ou à des événements extérieurs. La discussion et le débat sont peut-être considérés comme des aspects importants de l'apprentissage scolaire, mais leur utilisation potentielle à l'école pour résoudre les

2. www.coe.int/t/dg4/education/Source/competences/CDC_en.pdf.

problèmes est souvent ignorée. Il est rarement envisagé d'établir des liens entre les débats en classe et dans d'autres enceintes de l'école, par exemple les conseils d'élèves ou le Parlement des enfants.

Si cette démarche était peut-être autrefois acceptable, vu la situation en Europe à l'heure actuelle, la gestion de la controverse à l'école ne doit plus être laissée au hasard. Il faut adopter une démarche plus proactive. Concrètement, les mesures à prendre varieront d'une école à l'autre et d'un pays à l'autre.

Toutefois, où que ce soit, diverses stratégies de gestion devront être définies, à savoir, notamment : instaurer une culture scolaire porteuse ; jeter des ponts entre les contenus de l'enseignement, la culture et la collectivité ; associer l'ensemble du personnel – corps enseignant ou non – aux stratégies choisies ; gérer les risques ; définir un domaine de responsabilité à part entière de la direction.

Instaurer une culture scolaire porteuse

Une culture scolaire qui incite à débattre de sujets controversés est une culture où l'on célèbre la diversité d'opinion et où chacun – membre du personnel, élève ou parent – a le sentiment de pouvoir donner un avis sans crainte. C'est une culture dans laquelle la valeur sociale et éducative de ce type de discussion est largement reconnue et acceptée. Instaurer une telle culture signifie favoriser le sentiment d'appartenance et de responsabilité dans l'ensemble de la communauté scolaire en mettant l'accent sur l'inclusion, l'égalité entre les femmes et les hommes, la démocratie, la participation des élèves, le bien-être et les principes correspondants. Cela signifie que l'école s'attache à repérer puis à réduire ou combattre les facteurs susceptibles de saper tous ces éléments, par exemple la marginalisation des personnes et des groupes minoritaires.

Jeter des ponts entre les contenus de l'enseignement, la culture et la collectivité

Traiter la controverse ne signifie pas uniquement prévoir l'enseignement de certains sujets sensibles au programme, cela peut concerner n'importe quel aspect de la vie à l'école. Cela signifie aussi reconnaître que la controverse recouvre divers aspects de la vie scolaire : les contenus de l'enseignement, la culture scolaire et les liens de l'école avec l'ensemble de la collectivité, c'est-à-dire « les trois "C" » de l'éducation à la citoyenneté démocratique. Peut-être faut-il en tenir compte au moment de se prononcer sur la façon de traiter tel ou tel sujet controversé.

Associer l'ensemble du personnel – corps enseignant ou non – aux stratégies choisies

Il s'ensuit que si la controverse peut être liée à n'importe quel aspect de la vie scolaire, elle peut aussi être liée à n'importe quel membre du personnel, qu'il appartienne ou non au corps enseignant. La façon dont l'école traite les sujets controversés s'applique donc à l'ensemble du personnel, dont chacun des membres a un rôle à jouer : par exemple en intégrant la diversité dans l'enseignement de leur matière ou en contribuant à un climat plus ouvert et plus porteur.

Gérer les risques

Être proactif signifie anticiper les problèmes et être prêt à y faire face. L'estimation des risques en fait partie. Lorsque l'école adopte une démarche stratégique face à la controverse, cela signifie qu'elle a vraisemblablement défini une série de procédures élémentaires afin d'être prête à réagir rapidement en cas de problème, par exemple, si une controverse externe affecte le comportement ou le moral des élèves, si des parents inquiets se plaignent ou face à une couverture médiatique agressive.

Définir un domaine à part entière relevant de la direction d'un établissement scolaire

Le traitement des sujets controversés devrait être un domaine à part entière relevant de la direction d'un établissement scolaire, ce qui signifie qu'il faudrait prévoir au minimum quelques créneaux horaires et ressources propres ainsi que, très probablement, désigner une personne chargée de la supervision et définir une politique officielle de l'école en la matière, toutefois pas forcément par écrit. S'il s'agit d'un domaine à part entière de la direction, il devrait être inclus dans le programme officiel d'évaluation et de développement professionnel de l'école.

Quel est le rôle de la direction d'un établissement scolaire ?

Dans quelque domaine que ce soit des politiques scolaires, la direction de l'établissement est chargée de définir une vision commune des objectifs à atteindre et de recenser les besoins auxquels il faut répondre pour mettre en œuvre cette vision. S'agissant des sujets controversés, une bonne façon de démarrer consiste à établir un énoncé de vision.

Il s'agit d'une synthèse des principes élémentaires sous-tendant une politique. Le fait de réfléchir à ce qui devrait y figurer ou non permet d'avoir une vision plus claire de ce que l'on souhaite mettre en place, même si ce qui ressort de cette réflexion n'est jamais mis par écrit. Les quelques suggestions données ci-dessous sont susceptibles d'aider à illustrer le processus en question.

Les principes à inscrire dans l'énoncé de vision – Quelques suggestions

- ▶ La controverse ne doit pas être considérée comme un problème mais plutôt comme un élément naturel de la vie dans une démocratie.
- ▶ Il ne faut pas craindre les questions controversées mais au contraire en discuter ouvertement à chaque fois que possible.
- ▶ Les débats sur les questions controversées sont un élément essentiel de l'éducation démocratique.
- ▶ À l'école, des questions controversées peuvent se poser à tout moment.
- ▶ Les questions controversées concernent tous les membres du personnel d'un établissement scolaire et pas juste quelques-uns.

Il est indispensable de bien comprendre le rôle de la controverse et des sujets controversés dans la vie d'une école pour pouvoir définir une ligne d'action en la matière. Une fois ce rôle bien compris, la stratégie peut être bâtie sur une base solide, des propositions concrètes peuvent être faites, et les équipes dirigeantes sont alors en mesure de déterminer quels points doivent être réglés.

Pour définir une ligne d'action face aux sujets controversés, neuf points qu'il est essentiel de régler sont ici énoncés. Chacun d'entre eux est susceptible de jouer un rôle d'une façon ou d'une autre dans la façon dont la controverse est traitée à l'école. L'importance relative de chacun de ces points est susceptible de varier d'une école à l'autre, aussi bien en ce qui concerne la situation sur le terrain que la façon dont la gestion des sujets controversés est perçue par la direction de l'école.

Si par exemple le corps enseignant manque de confiance pour traiter des sujets controversés en classe, peut-être faudra-t-il alors examiner les modalités d'enseignement et d'apprentissage. Si les élèves ne voient pas l'intérêt de discuter de tels sujets, peut-être faudra-t-il améliorer la qualité de l'écoute des élèves dans l'ensemble de l'école. Et si l'intolérance ou les préjugés entachent la discussion, peut-être faudra-t-il examiner la culture de l'école.

Un point sera vraisemblablement toujours important : la formation et le développement professionnel du personnel. Ce n'est pas juste un point parmi les autres : c'est très souvent le moyen qui permet de régler tous les autres.

Une approche stratégique de la gestion de la controverse : neuf points clés

- ▶ Direction d'un établissement scolaire
- ▶ Esprit et culture de l'école
- ▶ Enseignement et apprentissage
- ▶ Programmes
- ▶ Parole des élèves
- ▶ Orientation et accompagnement
- ▶ Participation des parents
- ▶ Gestion des risques
- ▶ Formation et développement professionnel du personnel

Comment la publication *Gérer la controverse* contribue-t-elle à l'élaboration d'une ligne d'action ?

Gérer la controverse favorise l'élaboration d'une ligne d'action en définissant et en expliquant l'ensemble des mesures dont disposent les chefs d'établissement et les équipes dirigeantes pour traiter des sujets controversés. La publication les aide à réfléchir à leurs hypothèses de travail et leur permet de tester leurs idées. C'est aussi un guide de référence reprenant tous les points qu'ils pourraient avoir à résoudre lorsqu'ils mèneront le changement et instaureront dans leur établissement un climat propice à la gestion de la controverse et des sujets controversés.

Se servir de l'outil

À qui cet outil est-il destiné ?

Cet outil est destiné aux chefs d'établissement et aux équipes dirigeantes en Europe.

À quoi sert-il ?

C'est un outil d'autoréflexion conçu pour vous aider à réfléchir à la façon dont la controverse et les sujets controversés sont traités dans votre structure, et à comprendre où et comment aller plus loin.

Comment est-il structuré ?

Il s'articule autour de neuf sections, chacune traitant d'un domaine différent de la vie scolaire susceptible d'avoir une incidence sur la gestion de la controverse et des sujets controversés.

Chaque section contient une description du domaine sur lequel elle porte, explique le rôle que joue ce domaine dans la gestion de sujets controversés, propose une étude de cas tirée d'une école européenne et suggère une mesure concrète que vous pourrez appliquer dans votre école.

Chaque section contient également une série de petites questions qui vous pousseront à réfléchir à vos propres idées sur la situation dans votre école. Elles sont au cœur de l'objectif de l'outil et vous permettront de définir les principales mesures qui s'offrent à vous.

Comment s'utilise-t-il ?

Vous pouvez utiliser l'outil de diverses manières et notamment pour :

- ▶ vous familiariser avec les principales questions et réflexions dans ce domaine ;
- ▶ évaluer la situation actuelle dans votre école ;
- ▶ définir des perspectives d'évolution ;
- ▶ orienter le développement professionnel.

Lire l'introduction et la section sur la direction d'un établissement scolaire, éventuellement aussi réfléchir aux questions incitatives, devrait suffire à vous familiariser avec les points essentiels. Pour aller plus loin, vous devriez lire aussi les autres sections et réfléchir aux diverses questions au fur et à mesure.

Si l'outil est employé avec l'équipe dirigeante dans le cadre du programme officiel d'évaluation et de développement professionnel de l'école, les membres de l'équipe souhaiteront peut-être commencer par répondre aux questions incitatives de leur côté avant de partager leurs réponses, qui serviront de base à une discussion.

Dans l'annexe I, vous trouverez une liste des mesures concrètes que les chefs d'établissement et les équipes dirigeantes pourraient prendre lorsqu'ils élaboreront une stratégie pour gérer la controverse et enseigner des sujets controversés. Les mesures suggérées découlent des neuf sections énoncées dans l'outil et correspondent à une synthèse des problèmes et questions soulevées dans chacune d'entre elles. Elles visent à orienter la réflexion pour accompagner le processus de planification.

Lire le document d'orientation figurant dans l'annexe II vous permettra de mieux comprendre la théorie qui sous-tend l'outil ici proposé. Par ailleurs, le document d'orientation pourra servir à imprimer un premier élan pour l'organisation des activités de sensibilisation.

Comment l'outil a-t-il été mis au point ?

Cet outil a été mis au point dans le cadre du programme de projets pilotes « Droits de l'homme et démocratie en action », établi conjointement par le Conseil de l'Europe et la Commission européenne. Il a été conçu et mené par les représentants des pays européens participant à ce projet pilote.

L'outil ici proposé repose sur la publication « *L'enseignement des sujets controversés* », un kit pédagogique à l'intention des enseignants qui a été créé dès le premier stade du projet³. Il se fonde sur la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme⁴ ainsi que sur la Déclaration sur la promotion de l'éducation à la citoyenneté et aux valeurs communes de liberté, de tolérance et de non-discrimination (Déclaration de Paris)⁵, deux textes qui ont inspiré ses objectifs. Cet outil s'inscrit dans le cadre des valeurs du Conseil de l'Europe – la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit – et de ses récents travaux sur les compétences pour une culture de la démocratie⁶.

3. <https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=09000016806948b>

4. <http://www.coe.int/en/web/edc/charter-on-education-for-democratic-citizenship-and-human-rights-education>

5. <http://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=09000016806ac875>

6. http://www.coe.int/t/dg4/education/Source/competences/CDC_en.pdf

Chapitre 1

La direction d'un établissement scolaire

L'implication et l'engagement des chefs d'établissement et des équipes dirigeantes sont les principaux facteurs influençant la manière dont les sujets controversés sont traités à l'école. Que ces sujets soient traités de manière ponctuelle, dans les diverses matières où ils se présentent, ou que la démarche adoptée fasse partie d'une stratégie plus vaste de l'école dépend largement des chefs d'établissement et des équipes dirigeantes.

Dans cette section, il vous sera demandé de réfléchir au rôle que jouent les chefs d'établissement et les équipes dirigeantes dans l'élaboration d'une stratégie de gestion des sujets controversés.

Comment se lancer dans l'élaboration d'une stratégie ?

La première étape de l'élaboration d'une stratégie consiste à informer votre communauté scolaire : qu'est-ce qu'un sujet controversé, quand peut-il s'en présenter un, pourquoi est-il important et comment le traiter ? Cela signifie que les sujets controversés doivent être inscrits dans le programme éducatif de votre école. Le mieux n'est pas de « le dire » aux gens mais d'encourager les conversations, c'est-à-dire d'offrir aux membres de la communauté scolaire l'occasion de parler ouvertement de n'importe quel sujet du programme à propos duquel ils ont des craintes.

Cela signifie tout d'abord qu'il faut soulever la question avec le corps enseignant, soit lors de réunions de l'ensemble du personnel soit lors de réunions par département/section ou par niveau. Les enseignants peuvent être encouragés à recenser les sujets qui les inquiètent le plus, à exprimer leurs craintes et à expliquer comment ils essaient de gérer la situation sur le terrain. Une fois qu'ils ont évoqué le sujet qui les préoccupe et exprimé leurs principales craintes, les groupes d'enseignants peuvent être incités à expérimenter de nouvelles pratiques, par exemple de nouvelles techniques ou méthodes pédagogiques, à collaborer avec des collègues qui enseignent d'autres matières ou à coordonner leur pratique entre les départements/sections ou les différents niveaux.

Une fois le processus lancé, la question pourra être soulevée auprès d'autres acteurs, notamment les élèves et les parents. Ceux-ci peuvent être encouragés à recenser les sujets qu'ils estiment controversés et à partager leur propre expérience sur la façon dont ils sont traités à l'école. Toutes ces informations peuvent ensuite être intégrées dans le processus global de développement.

Tous ces processus, bien qu'informels, prennent du temps et font appel à des ressources, tout particulièrement si le personnel a besoin de formations et d'activités de développement professionnel. La stratégie doit donc prévoir le temps et les ressources nécessaires dès le départ. C'est l'une des raisons pour lesquelles, bien que cela ne soit pas totalement nécessaire, le mieux est probablement de lancer le processus dans le cadre du cycle officiel de planification et de développement de votre école.

” S'agissant de votre école, où diriez-vous qu'il serait optimal de commencer à sensibiliser les acteurs concernés à propos des sujets controversés ? Pourquoi ?

Que devez-vous savoir avant de vous lancer ?

Avant de vous lancer, il faut absolument que vous compreniez bien comment les sujets controversés sont actuellement traités dans votre école.

Vous devez commencer par évaluer les compétences et attitudes de votre personnel enseignant : par exemple le degré de confiance qu'ils ont dans leur capacité à faire face à des opinions contradictoires. L'enseignement en classe n'est toutefois qu'un seul des aspects de la situation. Gérer la controverse se fait à l'échelle de l'école. Ce qui se passe en classe est étroitement lié à ce qui se passe à l'école en général mais également dans la collectivité, en dehors de l'école, que ce soit positif ou négatif.

C'est ainsi que les débats en classe peuvent échauffer les esprits et faire naître un conflit dans la communauté scolaire, lequel peut ensuite en déclencher d'autres ou attirer l'attention en dehors de l'école. Si les groupes ont de bonnes relations en dehors de la classe, il leur sera plus facile d'échanger des opinions divergentes en classe. Lorsque vous évaluerez la façon dont les sujets controversés sont actuellement traités dans votre école, vous devrez en outre tenir compte d'un vaste éventail de facteurs scolaires plus larges, ayant une influence aussi bien à l'école qu'en dehors.

Que devez-vous savoir au sujet de votre personnel enseignant ?

En résumé, vous devez savoir trois choses : quelle est l'attitude des enseignants face à l'enseignement de sujets controversés ; quelle expérience ont-ils dans ce domaine ; quelles méthodes utilisent-ils actuellement ? Ces informations peuvent être obtenues de façon informelle lors des activités initiales de sensibilisation ou, selon les préférences, grâce à une consultation formelle rapide. Il est particulièrement important de découvrir, par exemple, si un(e) enseignant(e) a manifestement des préjugés à propos d'un sujet donné et s'il serait susceptible de communiquer ses préjugés aux élèves.

Compétences et attitude des enseignants : quelques questions possibles

- ▶ Le personnel enseignant connaît-il les expressions « questions controversées / sujets controversés » et leur définition ?
- ▶ Quels sujets le personnel enseignant considère-t-il à l'heure actuelle comme étant controversés ?
- ▶ Le personnel enseignant comprend-il la raison, sous l'angle éducatif, justifiant l'enseignement de sujets controversés ?
- ▶ À quel point les enseignants ont-ils confiance en eux pour enseigner des sujets controversés en classe ?
- ▶ Quel rôle le personnel enseignant considère-t-il qu'il a face aux divergences de points de vue et opinions ?
- ▶ Quelles méthodes et démarches pédagogiques le personnel enseignant utilise-t-il à l'heure actuelle ?
- ▶ La démarche suivie est-elle cohérente dans l'ensemble de l'école ?
- ▶ Quels exemples de bonnes pratiques le personnel enseignant peut-il partager ?
- ▶ Quels exemples de partenariats et de collaborations le personnel enseignant peut-il partager ?
- ▶ De quels types de formation ou de développement professionnel les enseignants ont-ils bénéficié récemment, le cas échéant, à propos de l'enseignement de sujets controversés ?

” Officieusement, comment évalueriez-vous la capacité actuelle du personnel enseignant de votre école pour ce qui concerne l'enseignement de sujets controversés ? Quels sont selon vous les principaux points à revoir et sur lesquels travailler ?

Quels facteurs scolaires plus larges devez-vous aussi prendre en considération ?

Il est un peu plus difficile de déterminer l'ensemble des facteurs scolaires plus larges qui influent sur la gestion des sujets controversés. D'une part, ils varient d'une école à l'autre, et d'autre part, ils sont généralement difficiles à épinglez.

Il est important de demander aux enseignants leur avis mais pour mieux cerner et mieux comprendre ces facteurs, vous pourriez également consulter le personnel non-enseignant, ainsi que les élèves et les parents, et relire la documentation sur les lignes d'action officielles de l'école.

Facteurs scolaires plus larges : quelques questions possibles

- ▶ L'établissement dispose-t-il déjà d'une ligne d'action agréée sur les sujets controversés, que celle-ci soit officielle ou officieuse ?
- ▶ Les sujets controversés sont-ils évoqués dans d'autres lignes d'action de l'école ?
- ▶ Les sujets controversés sont-ils évoqués dans les communications scolaires, par exemple dans l'énoncé de mission, le projet d'établissement, l'énoncé des valeurs, la devise ou le site web de l'établissement ?
- ▶ Dans quelle mesure l'esprit et la culture de l'école soutiennent-ils la gestion des sujets controversés ?
- ▶ Quel rôle joue la parole des élèves dans la gouvernance de l'établissement et la prise de décision ?
- ▶ Dans quelle mesure les élèves ont-ils le sentiment qu'ils peuvent évoquer et partager ouvertement leurs différences au sein de l'école ?
- ▶ Quels sont les liens entre les différents groupes au sein de l'école et au sein de la population locale ?
- ▶ Récemment, quels sujets controversés ont été évoqués, au sein de la communauté scolaire mais aussi à l'échelon local, régional, national ou européen et international ?
- ▶ Le fait que le programme comporte des sujets controversés a-t-il récemment suscité des préoccupations quant au bien-être des élèves, des enseignants ou des parents ?
- ▶ Quelles sont les craintes des parents, à supposer qu'ils en aient, dans ce domaine ?
- ▶ Quelles sont les craintes du secteur associatif, à supposer qu'il en ait ?
- ▶ La façon dont les sujets controversés sont traités a-t-elle déjà suscité une publicité négative pour l'école ?

” Selon vous, quels sont les facteurs qui influent le plus – positivement ou négativement – sur l'enseignement de sujets controversés dans votre établissement ?

Quelles sont les qualités et les compétences dont les responsables ont besoin pour faire évoluer la situation dans ce domaine ?

Les sujets controversés peuvent porter atteinte aux convictions et valeurs les plus profondes des gens. Le fait que ces convictions et opinions soient remises en cause peut être perçu comme une agression à l'encontre du sentiment d'identité personnelle ou du groupe auquel quelqu'un s'identifie. Personne, dans la communauté scolaire, n'échappe à de tels sentiments, pas même les chefs d'établissement et les membres de l'équipe dirigeante. Pour faire évoluer la situation dans ce domaine, les responsables doivent posséder certaines qualités et compétences.

Les diverses qualités et compétences des responsables

- ▶ Avoir la volonté de réfléchir à leurs propres postulats et préjugés sur le plan culturel – De quelle manière ceux-ci influent-ils sur le changement à insuffler dans des structures diverses ?
- ▶ Être attentif à la diversité – Comprendre et respecter les valeurs et convictions des autres.
- ▶ Diriger dans un esprit participatif – Écouter attentivement les autres points de vue, bâtir des équipes et les responsabiliser.
- ▶ Savoir contrer la résistance sans avoir recours à la menace – Préparer les gens au changement tout en restant conscient de leur parcours et de leur culture.
- ▶ Savoir faire face à la controverse de manière proportionnée – Savoir quand intervenir ou ne pas intervenir et comment répondre rapidement pour éviter une crise.
- ▶ Montrer l'exemple – Employer un langage inclusif, être attentif aux différences culturelles tout en restant fidèle à ses propres valeurs.
- ▶ Connaître sa propre communauté scolaire – Les diverses valeurs et convictions des gens qui la composent, les différents groupes d'intérêt et les personnalités de premier plan.

” S’agissant des qualités et compétences dont les responsables ont besoin pour faire évoluer la manière dont les sujets controversés sont traités, quelles sont, selon vous, vos principales forces et faiblesses ?

Étude de cas : New-Bridge Integrated College, Irlande du Nord, Royaume-Uni

New-Bridge Integrated College, en Irlande du Nord, est une structure mixte accueillant les élèves âgés de 11 à 18 ans. Ceux-ci sont issus aussi bien de familles catholiques que de familles protestantes et de groupes ethniques minoritaires. À la suite d’un problème survenu dans le département d’anglais, il s’est avéré nécessaire de définir une approche plus stratégique de la gestion des sujets controversés dans l’école.

L’étude, en cours d’anglais, du roman *The Bog Child* a éveillé les soupçons de certains parents et responsables politiques locaux, qui se sont interrogés sur le bien-fondé du choix de ce texte. Le roman se déroule en Irlande du Nord dans les années 1980, au moment du conflit nord-irlandais – « les Troubles » – et des grèves de la faim. Il était estimé que les élèves allaient avoir des points de vue divergents à propos des questions que soulève le livre, ce qui pouvait attiser les tensions en classe et dans l’école en général si l’on restait sourds à ces divergences.

Le principal de l’école estimait qu’enseigner des sujets controversés était une manière importante de favoriser le respect de la diversité et l’inclusion à l’école. Selon lui, offrir aux élèves la possibilité de débattre de sujets controversés dans un climat propice leur permettrait de mieux comprendre leur propre point de vue et ceux d’autrui, et de développer leur aptitude à communiquer ainsi que d’apprendre comment exprimer un désaccord avec autrui respectueusement.

Le principal et l’équipe dirigeante ont donc considéré que la gestion des sujets controversés était un domaine à intégrer dans le projet d’établissement, dans le cadre de l’évaluation annuelle de l’école et du processus de planification du développement, et, plus largement, un moyen de favoriser la diversité et l’inclusion.

La première étape consistait à recueillir des informations. Il s’agissait, tout d’abord, de rencontrer les responsables des départements d’anglais, d’histoire, de citoyenneté locale et mondiale et d’instruction religieuse. Ensuite, d’autres enseignants et des élèves ont été consultés afin de connaître leurs opinions sur l’enseignement de sujets controversés. En parallèle, une enquête a été réalisée sur les pratiques ayant cours dans toutes les matières enseignées, puis l’énoncé de mission, les objectifs et les valeurs fondamentales de l’établissement ont été examinés afin de vérifier dans quelle mesure ils avaient une influence sur la manière dont la controverse était traitée à l’école. L’autoévaluation à laquelle l’école a procédé a permis de constater que beaucoup de bonnes pratiques avaient cours et que chaque matière offrait la possibilité d’enseigner des sujets controversés. Toutefois, elle a aussi permis de constater que la question de savoir ce qui fait qu’un sujet est controversé n’était pas comprise de la même manière par tout le monde, que la démarche pédagogique suivie pour enseigner de tels sujets n’était pas cohérente, qu’il n’était pas fait expressément référence aux sujets controversés dans les lignes d’action de l’école, et que certains enseignants n’étaient pas à l’aise et n’avaient pas suffisamment confiance en eux pour enseigner de tels sujets, et/ou n’avaient pas les compétences voulues.

À partir de cette enquête, le principal et l’équipe dirigeante ont repéré trois points majeurs à intégrer dans le développement scolaire.

- ▶ Préciser les procédures pédagogiques ainsi que les rôles et responsabilités des enseignants ;
- ▶ Suivre une démarche cohérente d’une matière à l’autre ;
- ▶ Prévoir des activités de formation et de développement professionnel.

En se fondant sur les pratiques qui avaient déjà cours dans l’école, ils ont pris toute une série d’initiatives sur chacun de ces trois points, à savoir, notamment :

- ▶ Réexaminer et revoir les lignes d’action de l’école à propos des sujets controversés, et par exemple l’accompagnement.
- ▶ Travailler en collaboration avec les responsables des divers départements et avec les enseignants pour définir, pour l’ensemble de l’école, une démarche à suivre pour enseigner des sujets controversés, par exemple en instaurant un climat ouvert et propice aux échanges en classe.

- ▶ Définir des orientations relatives à l'enseignement des sujets controversés à l'intention des enseignants, des élèves, des parents et de la direction.
- ▶ Créer des supports didactiques pour les enseignants, par exemple des fiches sur la façon de répondre à certaines questions et de les traiter.
- ▶ Instaurer une collaboration entre les diverses matières, par exemple l'histoire et l'anglais, les technologies de l'information et de la communication et l'art, dans un projet sur « les Troubles ».
- ▶ Offrir des possibilités de développement professionnel, par exemple en dispensant des journées de formation et en organisant des réunions par département/section⁷.

Par où commencer ?

Si vous souhaitez élargir vos compétences professionnelles en matière d'enseignement de sujets controversés, il est judicieux de commencer par réfléchir à vos propres convictions et valeurs et à leur impact sur la façon dont vous favorisez cet enseignement dans votre école et sur l'élan que vous imprimez. Prenez du recul et le temps d'une introspection. Notez tous les préjugés que vous pensez avoir envers autrui en raison de leur genre, leur religion, leur appartenance ethnique, leur orientation sexuelle ou d'autres formes d'identité. Notez tout autre point sur lequel vous avez des opinions bien arrêtées. Analyser en toute honnêteté vos propres convictions et valeurs est un premier pas qui vous permettra de jouer un rôle pilote efficace dans ce domaine⁸.

7. http://ccea.org.uk/sites/default/files/docs/curriculum/area_of_learning/NewBridge_CaseStudy.pdf

8. Voir « Contrôle des bagages », activité 1.5 du kit pédagogique.
<https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=09000016806948b6>

Chapitre 2

L'esprit et la culture de l'école

La culture de l'école joue un rôle considérable dans la manière dont les sujets controversés y sont traités. Discuter de sujets controversés peut être une expérience pénible et difficile pour les enseignants et les élèves, et une source d'inquiétude pour les parents. Il est donc indispensable de créer un environnement propice et favorable aux débats sur des questions controversées pour renforcer la pratique en la matière.

Dans cette section, il vous sera demandé de réfléchir au rôle que joue la culture scolaire dans l'élaboration d'une stratégie de gestion des sujets controversés.

De quel type de culture scolaire est-il ici question ?

Une culture scolaire susceptible d'encourager et de soutenir les débats sur des questions controversées a les caractéristiques ci-après :

- ▶ elle est protectrice – tout le monde est en mesure de s'exprimer publiquement sans se sentir ridicule ni exposé à un risque de victimation ou de brimade ;
- ▶ elle est accueillante – chacun est reconnu comme étant unique et a le sentiment de faire partie de la communauté scolaire ;
- ▶ elle est ouverte – tout le monde a le droit d'avoir ses propres opinions, de se familiariser avec de nouvelles idées ainsi que de discuter et de débattre de toute question ;
- ▶ elle est inclusive – tout le monde peut participer aux activités scolaires, notamment les personnes souffrant d'un handicap et ayant des origines diverses, et recevoir l'aide voulue lorsqu'ils en ont besoin ;
- ▶ elle est démocratique – tout le monde a son mot à dire dans le processus décisionnel de l'école et est encouragé à contribuer à la résolution des problèmes qui se posent à l'école ;
- ▶ elle est respectueuse des droits de chacun – les droits de chacun sont respectés : le droit à la liberté d'expression, les convictions et la religion, l'égalité, la protection de la vie privée et le droit de ne pas être soumis à des traitements dégradants.

Étude de cas : école primaire Löwenzahn, Allemagne

L'école primaire Löwenzahn est située à Berlin-Neukölln, dans une zone où sont installées de nombreuses familles immigrées, principalement d'origine turque et arabe. Des violences avaient eu lieu entre les élèves de l'école, auxquelles étaient associés des gens du quartier. L'aire de jeu étant ouverte, n'importe quelle personne extérieure à l'école pouvait y accéder. Il y avait en outre des différends entre les enseignants, notamment quant à la question de savoir quelles étaient les méthodes pédagogiques les mieux adaptées aux élèves du quartier.

Les responsables de l'école ont rencontré des représentants de la fondation Amadeu Antonio pour examiner avec eux comment remédier à cette situation. Cette fondation vise à favoriser la culture de la démocratie grâce à la protection des droits des minorités. Pour finir, les responsables de l'école ont décidé d'agir à la fois sur les droits des enfants et sur les règles de l'école, l'idée étant d'intégrer le droit des élèves à la participation et à la liberté d'opinion dans le processus décisionnel concernant les règles de l'école.

La fondation a organisé une série d'ateliers pour les différents acteurs, parents et habitants du quartier compris, sur la façon de suivre une démarche démocratique pour décider des règles de l'école, notamment en renforçant la participation des élèves eux-mêmes. Des ateliers étaient aussi organisés pour les élèves de toutes les classes de niveau 6 (5. Klasse). Chaque groupe a fait un certain nombre de propositions de règles dans le cadre d'un processus de délibération démocratique : le vote n'a été utilisé qu'en dernier recours.

Les suggestions ainsi faites ont ensuite été communiquées aux autres groupes. Les représentants des élèves les ont examinées avec leur classe et ont proposé des modifications si nécessaire. L'étape finale consistait à faire adopter les règles par le conseil d'administration de l'école.

Plus de 40 règles ont ainsi été créées lors de ces ateliers. Aussi bien le personnel que les élèves se sont dits satisfaits de cette démarche et ont indiqué en quoi elle avait contribué à améliorer les relations et à rendre la culture scolaire plus ouverte et inclusive⁹.

” Dans quelle mesure diriez-vous que, dans votre école, la culture encourage la discussion sur des sujets controversés, que ce soit dans le cadre du programme ou dans la communauté scolaire elle-même ?

Y a-t-il des sujets controversés dont la culture régnant dans votre école décourage les gens – élèves ou personnel – de débattre ? Si oui, de quels sujets s'agit-il et pourquoi ?

Comment déterminer quelle culture règne actuellement dans votre école ?

La culture scolaire fait référence aux valeurs, convictions, attitudes et comportements qui caractérisent une école. Bien qu'il ne soit pas toujours aisé de les identifier précisément, diverses méthodes existent que vous pouvez utiliser pour vous faire une idée générale de la situation dans votre école. Vous pouvez en discuter avec le personnel enseignant la première fois que vous évoquez le thème de la controverse, que ce soit de manière informelle ou, si vous l'estimez préférable, à l'aide d'un questionnaire, dans le cadre d'une consultation rapide officielle.

Afin de ne pas se contenter d'un seul son de cloche, il est en outre important de connaître le point de vue des élèves et des parents. Les questionnaires sur l'attitude des élèves, qui permettent de déterminer quel est l'esprit de l'école, sont très faciles à obtenir. Toutefois, à moins que vous ne vous lanciez dans une étude à grande échelle de la culture de votre école, il sera probablement plus simple de vous concentrer sur les divers aspects directement liés aux sujets controversés (ce qui pourrait tout de même déboucher sur une étude à grande échelle). Il s'agit de choisir un petit nombre de questions pertinentes, susceptibles de s'appliquer à tous les acteurs concernés, et de recueillir les réponses soit de façon informelle, dans un petit groupe de réflexion, soit individuellement, par écrit.

Culture scolaire : quelques questions possibles

Dans cette école :

- ▶ Comment êtes-vous traité(e) par les autres ?
- ▶ Vous sentez-vous en sécurité ?
- ▶ En cas de problème, savez-vous à qui vous adresser ?
- ▶ Dans quelle mesure avez-vous l'impression d'être bien écouté(e) ?
- ▶ Quelles possibilités vous sont offertes d'exprimer vos opinions ?
- ▶ Avez-vous souvent la possibilité de débattre de vos opinions avec les autres ?
- ▶ Dans quelle mesure avez-vous votre mot à dire au sujet des règles et décisions de l'école ?
- ▶ Dans quelle mesure, selon vous, les élèves d'origines différentes se fréquentent-ils ?
- ▶ L'école est-elle accueillante pour les personnes handicapées, les personnes dont le genre ou l'orientation sexuelle sont différentes, ou ayant une appartenance ethnique ou religieuse différente ?

Quel type de valeurs les écoles peuvent-elles légitimement promouvoir ?

Si les écoles sont en règle générale tenues de rester neutres à l'égard des valeurs de leurs acteurs, il est des situations dans lesquelles ce n'est pas toujours possible. De temps à autre, des décisions doivent être prises sur ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas, notamment en ce qui concerne la liberté d'expression, les règles de

9. Frank et Huddleston (2009), pp. 34-5.

conduite, l'uniforme scolaire, etc. La question se pose alors naturellement : dans ces situations, quelles valeurs est-il légitime de promouvoir ?

Dans les pays européens, la réponse est la suivante : les valeurs de la démocratie et des droits humains, et ce car la démocratie et les droits humains ne sont pas considérés comme appartenant à un seul individu ou groupe, mais à l'humanité entière : ils sont universels. L'un comme l'autre font partie intégrante de la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme¹⁰, que tous les pays du Conseil de l'Europe ont approuvée, et sont valorisés dans la Déclaration de Paris¹¹, que les ministres européens de l'Éducation ont signée. Bien qu'il ne soit pas toujours facile d'appliquer ces valeurs car, dans la pratique, elles sont parfois antagonistes, c'est une façon de donner au processus décisionnel de l'école une légitimité qu'il n'aurait peut-être pas autrement.

Quelques valeurs liées à la démocratie et aux droits humains :

- ▶ égalité
- ▶ justice et équité
- ▶ dignité
- ▶ respect
- ▶ non-discrimination
- ▶ non-violence
- ▶ liberté d'expression
- ▶ participation

” Dans quelle mesure diriez-vous que la culture de votre école est soutenue par les valeurs de la démocratie et des droits humains ?

Les documents d'orientation de l'école font-ils expressément référence à la démocratie et aux droits humains ? Si oui, dans quel contexte ?

Pourquoi est-il important d'être précis à propos de ces valeurs et de les communiquer ?

Lorsque l'école est précise à propos de ces valeurs, les enseignants ont des repères leur permettant de déterminer ce qui est et ce qui n'est pas acceptable en classe, et leur donnant les moyens d'aborder avec plus d'assurance des sujets controversés. Cette précision guide en outre les élèves dans leur propre conduite et dans leurs relations avec autrui. Communiquer ces valeurs aux parents et à l'ensemble de la communauté scolaire permet de montrer quelles sont les normes qu'applique l'école, en jouant la carte de la transparence.

C'est pourquoi il est important d'essayer de communiquer ces valeurs et d'en expliquer les origines à chaque fois que c'est possible, par exemple dans l'énoncé de mission de l'école, dans la déclaration des valeurs fondamentales ou dans la devise de l'école.

” Dans quelle mesure les membres de votre communauté scolaire – enseignants, élèves, parents et autres – sont-ils au courant des valeurs officielles de votre école ? Comment pensez-vous qu'ils les décriraient si la question leur était posée ?

En quoi cela aide-t-il de définir des règles de base ?

Lorsque des règles de base sont définies pour encadrer les discussions et les débats, les enseignants et les élèves se sentent plus en sécurité pour aborder des sujets controversés, que ce soit en classe ou dans d'autres enceintes, par exemple devant un conseil d'établissement. Ils ont suffisamment d'assurance pour prendre

10. <http://www.coe.int/en/web/edc/charter-on-education-for-democratic-citizenship-and-human-rights-education>

11. http://ec.europa.eu/education/news/2015/documents/citizenship-education-declaration_en.pdf

davantage de risques – par exemple, du côté des enseignants, pour aborder des questions plus difficiles, et, du côté des élèves, pour exprimer plus ouvertement leurs opinions. Dans l'ensemble, les règles de base auront tendance à être plus efficaces si les élèves ont participé à leur élaboration.

” Dans quelle mesure est-il courant dans votre école d'établir des règles de base pour encadrer une discussion ? Est-ce fait pour toutes les matières ou tous les niveaux, ou uniquement pour certains ?

Selon vous, est-ce un élément qui devrait relever de la politique scolaire ou être laissé à la discrétion de chaque enseignant(e) ?

Par où commencer ?

Si vous souhaitez mieux comprendre la culture qui règne dans votre école et la façon dont elle est susceptible d'influer sur la gestion des questions controversées, le mieux est de commencer par faire le tour de l'école avec un groupe représentatif des acteurs qui la composent, par exemple un enseignant, un élève et un parent, pour recueillir leurs impressions sur ce qu'ils voient, et ce que cela leur dit de la culture sous-jacente. Vous pouvez aussi renouveler l'expérience avec des groupes différents, par exemple avec des parents de futurs élèves ou avec d'anciens élèves. La perception des élèves est particulièrement importante. Il pourrait être utile d'avoir quelques questions incitatives simples (voir plus haut).

Chapitre 3

Enseignement et apprentissage

La cohérence dans l'enseignement et l'apprentissage crée un climat permettant aux enseignants et aux élèves de savoir à quoi s'attendre et comment se comporter. L'environnement d'apprentissage ainsi créé, qui est à la fois protégé et convivial, donne aux enseignants l'assurance voulue pour aborder de nouvelles questions, plus ardues, et encourage les élèves à s'exprimer plus ouvertement, à discuter et à débattre.

La cohérence est aussi à la fois une forme de contrôle qualité et de gestion des risques. Elle améliore l'apprentissage des diverses matières et réduit le risque de voir des problèmes surgir en classe ou se répandre dans l'école, voire dans la collectivité.

Dans cette section, il vous sera demandé de réfléchir au rôle que joue la cohérence dans l'enseignement et l'apprentissage lorsqu'il est question d'élaborer une stratégie de gestion des sujets controversés.

Cohérence et sujets controversés, quels liens ?

Valoriser la cohérence ne signifie pas que les enseignants doivent être identiques à tous les égards. Les enseignants sont des personnes, et leur individualité doit être respectée. Ils doivent être autorisés à adopter le style professionnel qui cadre le mieux avec leur personnalité. Ici, la cohérence renvoie plutôt à l'adoption d'idées et de pratiques communes bénéfiques pour l'ensemble de la communauté scolaire : enseignants, élèves et parents.

Face à la controverse, la cohérence joue un rôle très précieux pour déterminer notamment :

- ▶ ce que l'on entend par sujets controversés ;
- ▶ en quoi un sujet est controversé ;
- ▶ les raisons justifiant l'enseignement de sujets controversés ;
- ▶ les valeurs promues ;
- ▶ les règles de bases encadrant les discussions ;
- ▶ le comportement en classe ;
- ▶ le partage de méthodes et stratégies pédagogiques ;
- ▶ la gestion des discussions et des débats ;
- ▶ la gestion des réponses émotives des élèves ;
- ▶ l'appréciation de la sensibilité des sujets traités.

” Dans quelle mesure diriez-vous que le personnel enseignant de votre école suit une démarche commune dans sa façon d'enseigner des sujets controversés ?

Y a-t-il certains aspects de l'enseignement et de l'apprentissage des sujets controversés dans lesquels vous souhaiteriez voir davantage de cohérence ? Si oui, lesquels et pourquoi ?

Comment assurer la cohérence ?

La façon la plus efficace d'assurer la cohérence dans l'enseignement et l'apprentissage consiste à offrir au personnel des occasions de travailler ensemble, de planifier les cours ensemble et d'établir des stratégies en collaboration. Les enseignants peuvent se soutenir les uns les autres et partager leurs pratiques respectives d'une classe à l'autre, d'un département à l'autre et d'un niveau à l'autre. Il existe un certain nombre de techniques pour encourager cela.

Assurer la cohérence dans l'enseignement et l'apprentissage : quelques techniques possibles

- ▶ Planification commune – Lorsqu'un sujet controversé touche plusieurs matières, les enseignants de ces matières peuvent planifier ensemble l'enseignement du sujet en question.
- ▶ Enseignement en équipe – Lorsque des collègues ayant des opinions différentes sur un sujet partagent l'enseignement de ce sujet.
- ▶ Observation par les pairs – Lorsque des enseignants expérimentés et moins expérimentés observent chacun la façon dont l'autre enseigne aux élèves le même sujet.
- ▶ Enseignants stagiaires – Lorsqu'un(e) enseignant(e) du primaire apporte son soutien à un(e) enseignant(e) tout juste diplômé(e), ou à un(e) collègue plus expérimenté(e) qui est chargé(e) d'enseigner à un niveau auquel il ou elle n'a plus enseigné depuis quelque temps.
- ▶ Conseillers pédagogiques – Lorsqu'un(e) enseignant(e) intègre un petit groupe de conseillers pédagogiques dans lequel chacun observe la façon dont les autres enseignent, et font ensuite des commentaires constructifs.

” À l'heure actuelle, des initiatives, officielles ou officieuses, ont-elles lieu dans votre école afin de renforcer la pratique pédagogique en matière d'enseignement de sujets controversés ? Si oui, lesquelles ?

Quelle est la meilleure manière de gérer le processus de développement ?

Bien que la responsabilité en matière d'enseignement et d'apprentissage incombe finalement aux chefs d'établissement, il est probablement préférable de la déléguer au quotidien à une personne qui sera en mesure d'agir plus concrètement sur le terrain. Il existe deux possibilités :

- ▶ un(e) coordonnateur/coordonnatrice ou un(e) tuteur/tutrice – quelqu'un qui maîtrise bien le domaine et qui soit capable de montrer l'exemple avec suffisamment d'autorité pour gérer une initiative touchant l'ensemble de l'école ;
- ▶ un groupe de réflexion ou un groupe de travail – un petit groupe rassemblant des membres du personnel qui s'intéressent aux sujets controversés, représentant toutes les matières et tous les niveaux, ayant la possibilité d'associer des élèves aux travaux si nécessaire.

Étude de cas : école primaire Lijepa Naša, Tuhelj (Croatie)

Lors d'une université d'été au Monténégro, trois personnes de l'école primaire Lijepa Naša – le directeur, un instituteur et un enseignant d'anglais – ont lancé un projet visant à sensibiliser les élèves à l'importance de la communication dans les situations de conflit, et des stratégies qu'ils pourraient utiliser pour résoudre ces conflits.

De retour à l'école, ces trois personnes ont organisé une série d'ateliers pour leurs collègues sur les méthodes pédagogiques permettant de promouvoir en classe la tolérance, la résolution non violente des conflits et l'empathie. Elles ont aidé leurs collègues instituteurs, répartis en groupes, à intégrer des méthodes d'apprentissage dynamiques dans leurs tâches quotidiennes en classe – par exemple des débats, des jeux de rôle et des exposés – régulièrement, afin d'aider les élèves à exprimer et partager leurs opinions, à prendre part à des débats et à prendre des décisions collectives, négociées au sein du groupe¹².

” Selon vous, dans quelle mesure est-il important de disposer d'un système officiel de coordination et de promouvoir l'enseignement de sujets controversés ? Pourquoi ?

12. Huddleston (2014), p. 12.

Par où commencer ?

Si vous souhaitez mettre en place une démarche plus cohérente pour l'enseignement de sujets controversés, il est judicieux de commencer par une simple vérification de la cohérence. Il s'agit d'établir une courte liste d'affirmations à propos de l'enseignement de sujets controversés et de demander aux enseignants d'évaluer chacune d'entre elles en fonction de l'impression de cohérence dans l'ensemble de l'école, à l'aide d'une échelle d'évaluation allant de « tout à fait d'accord » à « absolument pas d'accord ». Ces affirmations peuvent par exemple porter sur les raisons justifiant l'enseignement de sujets controversés ; sur le respect des règles de base, sur la nature des valeurs promues ; et sur les stratégies d'enseignement et d'apprentissage.

Chapitre 4

Les contenus de l'enseignement

L'enseignement de sujets controversés repose sur une base concrète : le programme pédagogique. S'il n'est pas souvent possible de modifier le programme officiel, la façon de le mettre en œuvre peut faire une différence énorme dans l'examen des sujets controversés. La manière dont le programme peut être utilisé dans sa globalité à l'appui de la gestion des sujets controversés est donc un élément important du renforcement des pratiques.

Dans cette section, il vous sera demandé de réfléchir au rôle du programme dans l'élaboration d'une stratégie de gestion des sujets controversés.

Comment le programme, dans sa globalité, peut-il venir appuyer la gestion des sujets controversés ?

Le programme peut être utilisé dans sa globalité pour venir appuyer la gestion des sujets controversés, et ce de deux manières. Premièrement, en créant un climat d'apprentissage porteur, dans lequel la controverse n'est pas perçue comme une chose à craindre mais comme un élément naturel de la vie dans une démocratie ; toute une diversité de points de vue sont analysés ; les questions relatives à la diversité et à l'identité sont abordées avec tact ; et la discussion, sans intimidation ni violence, est considérée comme la façon de résoudre un conflit.

Deuxièmement, en donnant aux élèves la possibilité de développer et d'appliquer les compétences interpersonnelles qui sont indispensables pour pouvoir participer de façon constructive à un débat sur une question controversée, c'est-à-dire, par exemple : écouter, exprimer une opinion, argumenter, reconnaître un parti pris, évaluer le caractère probant d'un élément ou d'un argument, et chercher d'autres interprétations et points de vue.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement ?

Concrètement, il s'agit d'encourager le personnel à considérer que les questions controversées ne sont pas le propre de quelques matières seulement mais que toutes ont leur rôle à jouer. Pour commencer, il faut trouver des façons d'aider le personnel à établir des liens entre les différents sujets controversés et les matières qu'ils enseignent.

Établir des liens avec le programme : un exercice de planification en groupe

Les enseignants se réunissent en groupes pour réfléchir aux diverses questions qui sont actuellement controversées, aussi bien à l'école qu'à l'échelon local, régional, national et international. Ils recensent d'abord les questions qui sont déjà traitées dans le programme scolaire et les classent à part. Ils se penchent ensuite sur les questions restantes (qui seront vraisemblablement bien plus nombreuses) et les classent en fonction de leur pertinence dans la vie des jeunes d'aujourd'hui.

Ils choisissent celles qu'ils estiment être les plus pertinentes et tentent d'établir des liens entre elles et les différentes matières au programme. Une fois cette tâche accomplie, les groupes communiquent les liens aux différents départements/sections ou aux enseignants qui chapeautent les diverses matières, qui examineront alors de quelle façon ils pourraient incorporer ces questions dans leur cours. Cet exercice, qui peut être réalisé par des groupes rassemblant les enseignants de tout un éventail de matières, est utile pour commencer à sensibiliser ces derniers à propos de la controverse.

” Dans quelle mesure le personnel de votre école considère-t-il que la façon de traiter la diversité et la différence est une mission qui touche l'ensemble du programme ?

Selon vous, dans quelle mesure est-il important de considérer que cette mission touche l'ensemble du programme ? Pourquoi ?

Quel peut être le rôle de chaque matière ?

Toutes les matières peuvent contribuer de diverses manières à créer un environnement d'apprentissage qui favorise et facilite la gestion des sujets controversés.

Quel rôle pour chacune des matières : quelques pistes

- ▶ Repérer les aspects d'une matière qui font naturellement débat et suscitent notamment des avis divergents, des perspectives multiples, et des différences de valeurs, culturelles ou autres.
- ▶ Étayer l'apprentissage à l'aide de techniques de résolution de problèmes concrets, notamment les problèmes qui se posent à l'école comme la discrimination et les brimades.
- ▶ Offrir aux élèves la possibilité de s'exprimer et de débattre – En petits groupes et avec l'ensemble de la classe.
- ▶ Développer les compétences interpersonnelles et la pensée critique – Notamment l'aptitude à discuter et à débattre.
- ▶ Encourager les élèves à suggérer leurs propres idées comme thème de débat – Y compris assurer, lorsqu'il y a lieu, un suivi des suggestions non sollicitées.

” À l'heure actuelle, dans quelle mesure pensez-vous que le programme de votre école contribue à la gestion de sujets controversés ?

Y a-t-il d'autres points que vous souhaiteriez développer plus avant ? Si oui, lesquels et pourquoi ?

Selon vous, quelles sont les principales difficultés auxquelles il faut faire face lorsque l'on cherche à insuffler un changement dans le domaine ici étudié ?

Qu'est-ce que les différentes matières ont à offrir ?

Un certain nombre de pratiques peuvent être incorporées dans toutes les matières, mais chaque matière a aussi quelque chose d'unique à offrir. Aussi est-il important, dans un souci de développement, d'encourager les enseignants à réfléchir aux divers types de controverses propres à la matière qu'ils enseignent et aux diverses clés de compréhension qu'elle offre. Bien que cela varie d'un pays à l'autre, il est possible de citer quelques exemples généraux.

- ▶ Littérature – Clés de compréhension de questions personnelles, comme la sexualité, mais aussi de questions sociales, comme le racisme et l'égalité, et l'évolution des attitudes au fil du temps par rapport à tel ou tel problème.
- ▶ Langues – Clés de compréhension d'autres pays et d'autres cultures ; liens culturels, attitudes différentes face aux problèmes.
- ▶ Histoire – Clés de compréhension multiples du passé ; origines du nationalisme, du fascisme, de l'antisémitisme et de l'islamophobie ; évolution de l'opinion sur le genre, la sexualité et le handicap.
- ▶ Science – Évolution, changement climatique, expérimentation sur les animaux, recherches sur les cellules souches, aliments à base d'ingrédients génétiquement modifiés.
- ▶ Enseignement religieux – Diversité religieuse, utilisation des symboles religieux comme le crucifix et le voile.
- ▶ Santé et éducation sexuelle – Orientation sexuelle ; droits des lesbiennes, homosexuels, bisexuels et transgenres ; avortement, toxicomanie.
- ▶ Maths – Les différents systèmes de nombres ; utilisation, parfois abusive, des statistiques, notamment sur la criminalité et les taux d'immigration.
- ▶ Éducation civique et sociale – Différents systèmes politiques, partis politiques, politiques publiques et idéologies.

- ▶ Éducation physique – attitudes culturelles à l'égard du sport ; la dimension de genre dans le sport ; controverses comme le dopage.
- ▶ Art – Attitudes culturelles face à l'art ; art au service de la propagande et de la contestation ; utilisation de l'art pour la sensibilisation.
- ▶ Technologies de l'information et de la communication – Radicalisation des jeunes via les médias sociaux ; pornographie, respect de la vie privée sur internet ; démocratie électronique et campagne en ligne.
- ▶ Géographie – Questions locales, par exemple construction d'une mosquée, contrôle de la pollution, planification et ségrégation ; questions mondiales, par exemple le commerce équitable, la migration, le changement climatique et le tourisme éthique.
- ▶ Musique – Attitudes culturelles face à la musique ; la musique au service de la propagande et de la contestation ; paroles racistes et sexistes.

Étude de cas : école primaire Veljko Drobñaković, Risan (Monténégro)

Même si « l'éducation civique », matière à part entière, était déjà au programme national, le directeur de l'école estimait que ça ne suffisait pas et qu'il fallait que les échanges au sujet de la démocratie et des droits humains soient un « fil conducteur » pour les enseignants, toutes matières confondues. S'en tenir à l'enseigner dans une seule matière au programme ne permettait pas de vraiment donner aux élèves les moyens voulus pour réfléchir et se sentir comme des citoyens actifs.

Avec l'aide d'un représentant d'une ONG locale et d'un collègue enseignant, et en collaboration avec le conseil pédagogique, il a intégré diverses questions pertinentes dans plusieurs matières au programme, notamment l'anglais, l'italien, la géographie, l'histoire, la biologie, les sciences sociales et les sciences.¹³

” Certains sujets controversés sont-ils actuellement absents du programme alors que vous estimez qu'ils devraient y figurer ? Si oui, de quels sujets s'agit-il et pourquoi ? Dans quelles matières les introduiriez-vous de préférence ?

Par où commencer ?

Si vous souhaitez encourager les enseignants à incorporer davantage d'exemples de sujets controversés dans leurs cours, il est judicieux de commencer par organiser une séance de « rencontres éclair transdisciplinaires ». Dans une pièce, installez trois chaises de part et d'autre de trois bureaux. Répartissez les enseignants par groupe de six en veillant à ce qu'aucun groupe ne compte deux personnes d'un même département. Divisé en deux sous-groupes de trois personnes, chaque groupe s'installe autour de l'un des trois bureaux. Chaque sous-groupe doit trouver au moins un sujet controversé qui recouvre toutes les matières qu'enseignent ses membres. Faites tourner une personne par groupe au bout de quelques minutes et recommencez. Chaque groupe note ses idées et en discute par la suite avec tous les autres.

13. Huddleston (2014) p. 13.

Chapitre 5

La parole des élèves

La qualité de la parole des élèves donne généralement le ton des discussions et débats à l'école. Les élèves qui ont régulièrement leur mot à dire sur les questions qui les concernent et dont l'opinion est prise au sérieux sont davantage susceptibles de valoriser les occasions de discuter qui leur sont données et de souhaiter y participer. Ils sont plus susceptibles de se sentir libres de parler et d'être en mesure de faire face à des avis et points de vue divergents. Ils seront surtout plus susceptibles de développer les compétences nécessaires pour pouvoir participer à des discussions et des débats, puis seront capables d'utiliser ces compétences en toute confiance. La parole des élèves est donc de toute évidence un facteur important dans la gestion des sujets controversés.

Dans cette section, il vous sera demandé de réfléchir au rôle de la parole des élèves dans l'élaboration d'une stratégie de gestion des sujets controversés.

De quelle façon la parole des élèves contribue-t-elle à la gestion des sujets controversés ?

La parole des élèves contribue à la gestion des questions controversées de trois façons : a) en aidant à créer une culture et un esprit positifs à l'école ; b) en enrichissant l'apprentissage ; c) en influençant la ligne d'action et la prise de décisions de l'école.

La parole des élèves aide à créer un environnement scolaire, que ce soit en classe ou en dehors, dans lequel toutes les contributions sont valorisées et tout le monde se sent inclus. Cet environnement donne aux élèves un sentiment d'appartenance à la communauté scolaire ainsi qu'un sens du respect de la diversité et de la différence.

Lorsqu'ils ont la parole, les élèves peuvent s'investir activement aussi bien en classe que dans leurs propres apprentissages. Les élèves peuvent suggérer et choisir les sujets controversés dont ils souhaitent débattre, avoir leur mot à dire sur les méthodes pédagogiques utilisées, aider à vérifier si le matériel pédagogique véhicule des préjugés, et définir un protocole à suivre lorsque des orateurs sont invités, par exemple des responsables politiques ou des représentants des pouvoirs publics.

Avoir la parole permet aux élèves d'influencer la façon dont les sujets controversés sont examinés dans leur école : par exemple en donnant un retour d'informations sur la manière dont ces sujets sont traités, en évaluant l'efficacité des différentes méthodes pédagogiques, en recensant les divers besoins de la communauté scolaire en matière d'apprentissage, en appelant l'attention sur des controverses inédites et émergentes, en participant à la prise de décisions sur les mesures de sauvegarde, par exemple faire appel à des orateurs extérieurs ou, si nécessaire, bloquer l'accès à des sites aux contenus préjudiciables.

” Quelle est l'attitude générale des membres du personnel de votre école à l'égard de la parole des élèves, que ce soit en classe ou dans l'ensemble de l'école ?

S'accordent-ils sur l'objectif poursuivi et sur la façon dont la parole des élèves peut être utilisée ? Si oui, quelle est leur opinion ?

Comment pouvez-vous encourager la parole des élèves ?

La chose la plus importante que vous puissiez faire pour encourager la parole des élèves consiste à vous assurer que leurs points de vue et opinions sont pris au sérieux par les adultes de votre communauté scolaire, en particulier les responsables et les personnes jouant un rôle dans la gouvernance de l'école, qu'il s'agisse de la direction ou de membres du conseil d'établissement. Ne faire appel à la parole des élèves qu'en façade ne sert qu'à les démotiver et à saper les relations entre le personnel et les élèves.

Il faut veiller à ce que la participation des élèves soit bien réelle et à ce que les élèves puissent influencer sur les décisions qui feront une véritable différence dans leurs vies et dans celles de leurs camarades. Cela signifie donc

aussi qu'il faut veiller à ce que tous, indépendamment de leur âge, de leurs capacités ou de leurs origines, se voient offrir la possibilité de participer. Il est important de véhiculer le message selon lequel tous les groupes de la société ont le droit à ce que leur parole soit entendue et la parole de chacun compte.

Étude de cas : Lark Rise Academy, Dunstable (Angleterre, Royaume-Uni)

Lark Rise Academy est une école primaire accueillant des élèves de 3 à 9 ans. Le système des groupes de réflexion a permis à l'école de se rendre compte que les élèves étaient mécontents de la façon dont le conseil d'établissement fonctionnait. Ils avaient l'impression que celui-ci ne représentait pas véritablement tous les élèves. Seuls quelques-uns étaient appelés à y siéger alors que davantage souhaitaient aussi en faire partie. Il était en outre reproché au conseil de n'accueillir que les élèves sages.

Souhaitant mettre en place une nouvelle structure dans laquelle tous pourraient participer à la prise de décisions concernant les activités de l'école, ils ont décidé d'organiser chaque semaine des réunions de classe baptisées « powwows ».

D'une durée de 30 minutes, ces réunions étaient facilitées par l'instituteur et un procès-verbal dressé par l'assistant scolaire. Chaque classe examinait les mêmes questions, généralement définies par le chef d'établissement et portant sur un certain nombre de thèmes donnant à réfléchir, par exemple les devoirs, comment rendre les cours de lecture et d'écriture plus intéressants, les problèmes dans les aires de jeu ou les droits des enfants. Tous les enfants participaient à ces séances, y compris ceux de la garderie, âgés de trois ans. Il leur était demandé réfléchir à leurs réponses et de les justifier. Chaque réponse était écoutée et notée. Les élèves recevaient en retour des informations sur toutes les décisions prises dans le prolongement de ces séances.¹⁴

” D’après vos observations, quel est le sentiment de vos élèves quant aux occasions qui leur sont données de se faire entendre ? Ont-ils l'impression que leur participation est valorisée ?

Selon vous, à propos de quels aspects de la scolarité la parole des élèves peut-elle être la plus utile ? Y a-t-il certains aspects de la scolarité qui ne devraient pas les regarder ? Si oui, lesquels et pourquoi ?

Quelle différence entre les diverses activités permettant aux élèves de se faire entendre ?

Il existe tout un éventail d'activités permettant aux élèves de se faire entendre. Les activités les plus simples consistent à permettre aux élèves d'exprimer leurs opinions, et les plus sophistiquées à leur permettre de mener une action collective associant des élèves et des adultes. D'un côté, les élèves sont considérés comme une source de données sur l'école, de l'autre comme des moteurs d'évolution. À mesure qu'ils grandissent et mûrissent, les élèves sont capables d'assumer des rôles plus complexes et davantage de responsabilités, mais ils peuvent, à tout âge pour la plupart, accomplir des tâches simples, quelles qu'elles soient, et doivent y être encouragés. Plus ils sont impliqués, plus ils sont motivés. Il existe un certain nombre d'activités permettant de donner la parole aux élèves.

Activités donnant la parole aux élèves : quelques exemples

Il existe tout un éventail d'activités où la parole est donnée aux élèves : elles vont de celles qui leur permettent d'exprimer leurs opinions à celles où ils peuvent jouer un rôle moteur.

- ▶ Expression – Les élèves expriment leurs opinions ;
- ▶ Consultation – L'école demande aux élèves leurs opinions ;
- ▶ Participation – Les élèves participent à des réunions ;
- ▶ Partenariat – Les élèves jouent un rôle officiel dans la prise de décisions ;
- ▶ Activisme – Les élèves repèrent des problèmes et trouvent des solutions ;
- ▶ Rôle moteur – Les élèves préparent et prennent des décisions.¹⁵

14. www.smartschoolcouncils.org.uk/school-council-case-studies/lark-rise-academy/.

15. www.studentsatthecenter.org/sites/scl.dl-dev.com/files/Motivation%20Engagement%20Student%20Voice_0.pdf.

” À quel niveau de cet éventail d’activités où la parole est donnée aux élèves se situe la pratique actuelle de votre école ?

Quel type de soutien est nécessaire ?

Beaucoup d’élèves n’ont pas suffisamment confiance en eux pour s’exprimer en public, ou n’ont pas les compétences voulues pour défendre une cause dans le cadre de certaines des activités où la parole leur est donnée. Un mécanisme d’accompagnement par les pairs sera vraisemblablement nécessaire, puis le soutien des dirigeants, qui pourront par exemple désigner un coordonnateur de la parole des élèves.

La qualité de la parole des élèves en classe repose avant tout sur l’enseignant. Tout dépend en partie de la place que le personnel attribue à la parole des élèves dans l’enseignement et l’apprentissage, et de son aptitude à bien faciliter cette parole. Faciliter la parole des élèves et faciliter les discussions et les débats se recoupent et font appel à des compétences similaires, à tel point que les échanges sur des sujets controversés peuvent être considérés comme l’un des éléments de la parole des élèves et vice versa.

” Y a-t-il à l’heure actuelle dans le personnel de votre école quelqu’un qui soit officiellement chargé de veiller à ce que la parole des élèves soit entendue ?

Que faire si la parole des élèves semble aller à l’encontre d’autres actions éducatives ?

Donner aux élèves la possibilité de parler ouvertement et franchement est au cœur de l’idée de leur donner la parole et de gérer les sujets controversés. Parfois, néanmoins, il peut arriver que ça semble aller à l’encontre d’autres actions éducatives comme la promotion des valeurs nationales, ou la prévention de la radicalisation, par exemple la stratégie « *Prevent* » du gouvernement britannique. Les chefs d’établissement peuvent estimer que permettre aux élèves de s’exprimer librement va à l’encontre du devoir de l’école de promouvoir certaines valeurs.

Il est important dans ce cas de garder à l’esprit qu’il est normal que les élèves expriment parfois des points de vue inhabituels, c’est une attitude naturelle des jeunes, qu’il ne faut pas forcément voir comme une menace pour les valeurs « officielles » de l’école.

Il est par ailleurs important de se souvenir que dans les pays européens, la liberté d’expression est un droit humain fondamental qui ne peut être légitimement restreint que pour protéger un autre droit humain.

” Dans votre école, y a-t-il d’autres actions éducatives ou d’autres impératifs qui semblent aller à l’encontre de la parole des élèves ? Si oui, lesquels et de quelle façon ?

Quels sont les autres facteurs qui empêchent en règle générale les élèves de parler librement à l’école ? Selon vous, quelle est la meilleure façon de les traiter ?

Par où commencer ?

Si vous souhaitez élargir le rôle de la parole des élèves dans votre école, il est judicieux de commencer par vérifier quelle est sa place dans un cours. Il faut établir à l’intention des élèves un questionnaire rapide portant sur un seul cours. Les questions doivent se concentrer sur les occasions offertes aux élèves dans ce cours d’exprimer leurs opinions, de discuter d’une question donnée, de faire des suggestions, etc. Informez le personnel de l’existence du questionnaire mais sans dire quel jour il sera distribué aux élèves. Un jour donné, faites en sorte que le questionnaire soit distribué aux élèves à la fin de l’un de leurs cours. Les élèves le rempliront au début du cours suivant en se basant sur celui qui vient de s’achever. Les responsables analysent les résultats et dressent un rapport. Tous les membres du personnel reçoivent une copie du rapport et ses conclusions viennent étayer le plan envisagé par l’école pour améliorer la situation. Le questionnaire peut être distribué à tous les élèves de l’école ou seulement aux élèves d’un niveau.

Chapitre 6

Orientation et accompagnement

Se retrouver confronté à des sujets controversés peut être éprouvant aussi bien pour le personnel que pour les élèves. C'est une situation qui soulève des questions fondamentales de loyauté et d'identité, qui suscite de vives émotions et qui peut être intimidant et semer la discorde. Le besoin d'orientation et d'accompagnement personnels des enseignants et des élèves est donc un élément indispensable de la gestion des questions controversées.

Dans cette section, il vous sera demandé de réfléchir au rôle que jouent l'orientation et l'accompagnement personnels dans l'élaboration d'une stratégie de gestion des questions controversées.

Dans quels domaines le personnel enseignant est-il susceptible d'avoir besoin de soutien ?

Le personnel enseignant est susceptible d'avoir besoin de soutien principalement à deux titres. Premièrement, surmonter les craintes que les enseignants peuvent initialement avoir à l'idée d'enseigner tel ou tel sujet afin qu'ils se sentent rassurés et ne répugnent pas à le faire. Ces craintes peuvent être suscitées par leurs propres opinions morales ou religieuses sur le sujet à traiter, un manque de connaissance du sujet ou de compétences pédagogiques, et par les problèmes qui pourraient surgir, par exemple un relâchement de la discipline, le mécontentement des élèves et les plaintes des parents.

Deuxièmement, les enseignants ont besoin d'aide sur le plan personnel pour faire face aux problèmes susceptibles de se poser au moment de l'enseignement ou par la suite : problèmes de discipline, risques pour le bien-être des élèves, affrontements ou opposition entre groupes, intervention des parents, harcèlement ou comportement menaçant, à l'école ou en dehors. Ils doivent aussi assumer et dépasser leurs éventuels préjugés personnels qui pourraient influencer sur leur façon de traiter une question.

” Selon vous, quelles craintes le personnel de votre école est-il le plus susceptible d'avoir à propos de l'enseignement d'un sujet controversé ?

Que peut faire la direction d'un établissement ?

La chose la plus importante que la direction d'un établissement puisse faire est de soutenir son personnel dans des situations stressantes de ce type et d'essayer de créer un climat dans lequel le personnel se sente à l'aise pour demander de l'aide lorsqu'il en a besoin. Autrement dit, la direction doit être attentive et identifier les situations dans lesquelles le personnel pourrait avoir besoin d'orientations et d'un accompagnement, elle doit agir en temps voulu et de manière proportionnée lorsque les problèmes se posent. L'équipe dirigeante doit aussi renforcer son soutien face à des situations particulièrement stressantes ou difficiles.

Accompagner le personnel face à des situations stressantes : quelques mesures possibles

- ▶ Définition d'une ligne d'action – Un cadre clair déterminant les responsabilités des dirigeants et du personnel sur des points clés comme le comportement et la discipline, la communication avec les parents et les organisations extérieures à l'école.
- ▶ Orientations officielles – Sur l'enseignement de sujets controversés, y compris des astuces sur la façon de concilier ses propres valeurs avec celles qui figurent dans le programme.
- ▶ Table ronde des enseignants – Offrir aux enseignants la possibilité d'exprimer leurs inquiétudes, par exemple dans le cadre de réunions du personnel ou de groupes de travail.
- ▶ Tutorat – Les collègues chevronnés offrent un accompagnement personnel et un soutien émotionnel, notamment sur la question de savoir comment relever des défis inédits et ardu.
- ▶ Développement professionnel et formation – Sur la gestion des sujets controversés à l'école.
- ▶ Liaison entre écoles – Savoir comment le personnel d'autres écoles fait face à des situations difficiles.
- ▶ Supports didactiques – Références pouvant être utilisées pendant les cours, par exemple des fiches indiquant comment répondre à des remarques ou un langage inappropriés.
- ▶ Tuteur/Tutrice pour les sujets controversés – Un(e) professeur(e) chevronné(e) qui peut venir en aide à ses collègues individuellement.
- ▶ Stage d'initiation – Aider les nouveaux collègues à se préparer à traiter des sujets controversés pour la première fois.

” Dans quelle mesure diriez-vous que le personnel de votre école est à l'aise pour demander de l'aide dans des situations de stress ?

Avez-vous des méthodes particulières pour aider le personnel face au stress que peut causer le fait d'avoir à enseigner un sujet qu'il juge controversé ? Si oui, quelles sont-elles ?

De quel type d'accompagnement les élèves sont-ils susceptibles d'avoir besoin ?

Aborder des sujets controversés est aussi intimidant pour les élèves que pour les enseignants mais à divers égards la charge émotionnelle peut être plus lourde pour les élèves. Ils peuvent se sentir menacés et déstabilisés face à des opinions qui s'opposent aux leurs ou à celles de leur famille. Peut-être ne sont-ils pas à l'aise pour exprimer leurs opinions et ont-ils peur d'être ridicules ou de donner la « mauvaise réponse ». Peut-être sont-ils victimes de brimades, de racisme ou d'autres formes de mauvais traitements en raison de leurs convictions, que ce soit en personne ou dans les médias sociaux, à l'école ou en dehors.

” Dans votre école, avez-vous eu affaire à des élèves qui avaient besoin d'un soutien personnel en raison de certains sujets au programme ? Si oui, de quoi s'agissait-il et qu'avez-vous fait ?

Comment pouvez-vous aider ceux qui en ont besoin ?

La chose la plus importante que vous puissiez faire pour aider ceux qui en ont besoin est d'essayer de créer un environnement dans lequel les élèves se sentent rassurés et en sécurité, où ils sont encouragés à s'exprimer et où ils sont écoutés. Cela signifie que le personnel doit connaître chacun des élèves et avoir conscience de leurs besoins propres, mais aussi que les élèves savent qu'il y a des adultes dans l'école vers lesquels ils peuvent se tourner s'ils sont inquiets.

Accompagner les élèves face à des situations stressantes : quelques mesures possibles

- ▶ Définition d'une ligne d'action – Un cadre clair indiquant qui fait quoi en matière de lutte contre les brimades, de sécurité sur internet et de protection de l'enfance.
- ▶ Formation et développement professionnels sur la façon de traiter sans difficulté des questions sensibles en classe.
- ▶ Orientations officielles visant à aider le personnel à reconnaître les situations dans lesquelles le bien-être d'un élève est peut-être en danger et à savoir quoi faire, notamment en cas d'endoctrinement dans des idéologies extrémistes.
- ▶ Soutien des pairs – Accompagnement ou tutorat individuel pour et par les élèves formés à cet effet.
- ▶ Médiation par les pairs – Les différends entre élèves sont réglés par des élèves formés à la médiation.
- ▶ Désigner un(e) référent(e) – Quelqu'un à qui les élèves peuvent s'adresser pour obtenir un soutien émotionnel et qui est le premier point de contact des élèves, des parents et du personnel enseignant et non enseignant ainsi que des organismes extérieurs pour tout ce qui concerne la protection de l'enfance.
- ▶ Cours sur le vivre ensemble – Cours visant notamment à apprendre aux élèves comment faire face aux diverses formes de pression exercées par l'entourage, par les pairs.
- ▶ Participation des parents et de la collectivité – Travailler en étroite collaboration avec les parents sur toutes les questions concernant le bien-être de chacun des élèves, ainsi qu'avec des représentants locaux, par exemple des responsables publics et des dignitaires religieux.

Étude de cas : « Homes Counties » (Angleterre, Royaume-Uni)

Dans une école sélective des « Home Counties », le seul garçon de confession juive de l'école s'était plaint à ses enseignants de subir des brimades de la part de l'un de ses camarades d'origine britannico-pakistanaise, soutenu par quelques autres camarades. Les autres le qualifiaient de « tueur du Christ » et de « meurtrier de Palestiniens ». Ils lui disaient qu'il aurait des comptes à rendre pour les crimes commis par les Juifs et que l'Holocauste n'avait jamais eu lieu. Les brimades étaient quotidiennes et de produisaient non seulement à l'école mais aussi dans le train qui le ramenait chez lui. Il s'est replié sur lui-même et a commencé à refuser d'aller à l'école.

L'école s'est adressée au service des autorités locales chargé du fonds de réussite des minorités ethniques pour solliciter des orientations et un accompagnement. Le conseiller qui a été désigné pour assurer la liaison a organisé des réunions avec le chef d'établissement et l'équipe dirigeante pour examiner la meilleure façon de gérer cette situation. Les parents des garçons ont été convoqués à l'école pour des entretiens.

Il a été décidé que la meilleure façon de faire était d'inviter l'imam local et le rabbin de la famille juive à participer aux entretiens. Les deux ont parlé des incidents aux garçons responsables des brimades et à leurs parents et ils ont apporté leur soutien au garçon victime des brimades et à sa famille.

À la prière du vendredi, l'imam a parlé à la population musulmane locale de la nécessité de faire la paix et de se réconcilier. Le conseiller a assuré un suivi de ce travail en organisant une assemblée pédagogique sur les conséquences des brimades racistes ainsi que lors de cours sur le vivre ensemble où les élèves ont eu l'occasion d'approfondir la question avec leurs enseignants et de faire face aux répercussions négatives que le racisme et les brimades avaient eues sur la communauté scolaire. Aucun autre cas de brimades racistes n'a été déploré.¹⁶

” Dans quelle mesure votre école est-elle préparée à faire face aux problèmes que les élèves pourraient subir en raison de l'enseignement de sujets controversés ? Y a-t-il des domaines dans lesquels vous souhaiteriez particulièrement que des améliorations soient apportées ? Si oui, lesquels et pourquoi ?

16. <https://www.sgsts.org.uk/SupportForVulnerablePupils/EMTAS/Shared%20Documents/Recording%20and%20reporting%20racist%20incidents.pdf>

Par où commencer ?

Si vous souhaitez créer un climat plus positif pour le personnel enseignant, il est judicieux de commencer par passer du temps en classe avec un(e) enseignant(e) qui a besoin d'aide pour enseigner un sujet controversé. Proposez-lui quelques stratégies précises et expliquez-lui ou montrez-lui, dans le cadre d'un jeu de rôles, comment les utiliser en classe, par exemple comment faciliter les discussions et les différentes formes de contestation. Lorsque vous irez assister à un cours de l'enseignant(e), indiquez-lui clairement que vous êtes uniquement là pour observer la façon dont les stratégies sont appliquées et pour aucune autre raison. Grâce à votre présence en classe, l'enseignant(e) pourra essayer les diverses stratégies sans trop risquer que les élèves ne jouent pas le jeu. Plus vous pouvez rester en classe, même si vous êtes sur votre ordinateur, au fond, plus vous montrerez aux élèves que l'enseignant(e) et vous-même prenez leurs apprentissages au sérieux. Si vous avez peu de temps, essayer de vous relayer dans la classe avec d'autres collègues de l'équipe dirigeante.

Chapitre 7

Participation des parents

Il n'est pas inhabituel que les parents aient quelques réserves quant à ce que leurs enfants apprennent à l'école. C'est souvent à cause d'un simple malentendu. Parfois, c'est peut-être une question de principe : un parent est par exemple opposé à ce que leur enfant suive des cours sur certaines questions touchant à la foi religieuse ou aux idéologies politiques. Instaurer une relation avec les parents peut contribuer à rapidement dissiper tout malentendu et à régler le problème avant qu'il ne s'aggrave. C'est donc un élément important de la gestion de sujets controversés.

Dans cette section, il vous sera demandé de réfléchir au rôle que joue la relation avec les parents dans l'élaboration d'une stratégie de gestion des questions controversées.

Comment instaurer une relation avec les parents ?

Les relations qui aident le plus à traiter des sujets controversés sont ceux qui reposent sur la confiance. Il faut que les parents aient le sentiment que l'école coopère avec eux et dans l'intérêt supérieur de leurs enfants, en jouant la carte de la transparence, et que si un sujet controversé se présente, il sera enseigné avec tact, de façon impartiale, dans le respect des points de vue des uns et des autres, y compris le leur. Il existe plusieurs façons d'instaurer cette confiance.

Instaurer une relation avec les parents : les points clés

- ▶ Apprendre à connaître les parents et écouter leurs points de vue
- ▶ Faire en sorte qu'ils se sentent inclus
- ▶ Les associer à la vie de l'école
- ▶ Les informer de la démarche que vous suivez face aux sujets controversés

” Dans quelle mesure diriez-vous que les parents d'élèves soutiennent le travail de votre école ?

Selon vous, dans quelle mesure est-il important de créer un climat de confiance entre une école et les parents d'élèves ? Quelle est, selon vous, la meilleure façon d'y parvenir ?

Comment faites-vous pour que les parents se sentent inclus ?

Pour que les parents se sentent inclus, vous devez leur porter une attention personnalisée. Vous devez aussi leur montrer que vous êtes conscient(e) de leur propre rôle dans l'éducation de leurs enfants. Mais avant tout, vous devez faire en sorte qu'ils se sentent les bienvenus dans l'école, par exemple en leur facilitant les contacts avec les membres du personnel ou la prise de rendez-vous. Vous devez vous efforcer de faire ressortir ces messages clés dans vos communications et les interfaces avec les parents : le logo et la devise de l'école, l'énoncé de mission, le site web de l'école, la newsletter, également aux entrées et à l'endroit où les visiteurs sont reçus, lors des soirées de rencontre avec les parents et lors des activités qu'organise l'école.

” Prenez-vous des mesures particulières pour aider les parents à se sentir les bienvenus à l'école ? Si oui, lesquelles ?

Pourquoi associer les parents à la vie de l'école ?

Par rapport aux sujets controversés, plus les parents sont directement associés à la vie de l'école, plus ils seront susceptibles de comprendre la démarche et de l'appuyer. Être associés à la vie de l'école aide les parents à comprendre d'emblée ce que l'école essaie de faire. Cela permet de dissiper tout malentendu et les craintes qu'ils pourraient avoir.

Il y a plusieurs façons d'associer les parents à la vie de l'école, à savoir, notamment :

- ▶ Les associer à des consultations sur la ligne d'action de l'école, par exemple en réalisant une enquête sur l'esprit de l'école. Le degré d'implication des parents dans le processus décisionnel diffère d'un pays à l'autre. Il faut toujours soigneusement encadrer ce type de prérogatives et réserver la contribution au processus décisionnel à des organes officiels, par exemple une organisation de parents d'élèves ou l'une des instances dirigeantes de l'école, et les parents ne doivent pas être autorisés à mettre leur veto aux décisions de l'école.
- ▶ Leur donner un rôle de ressources dans les apprentissages des élèves ; par exemple, dans le cadre d'un devoir à faire sur un sujet controversé, demander aux élèves d'interroger les membres de leur famille sur leur état d'esprit et leurs expériences ; organiser une soirée de dialogue modéré où les élèves soulèvent des questions au sujet de telle ou telle controverse et les adultes écoutent et expriment leurs espoirs et inquiétudes pour leurs enfants.
- ▶ Les faire contribuer à l'enseignement d'un sujet controversé : par exemple les parents ayant des compétences professionnelles touchant à un élément précis du programme sont invités à venir parler d'un sujet controversé (professions médicales, avocats...).

” Dans quelle mesure essayez-vous d'associer les parents à la vie de l'école ? Quelles méthodes employez-vous ?

Dans quelle mesure est-il important pour vous d'essayer d'associer les parents à la vie de l'école ? Pourquoi ? Selon vous, quel est le but de cette démarche ?

Que devriez-vous dire aux parents sur la démarche que vous suivez pour discuter de sujets controversés ?

Comme de nombreux sujets suscitent une controverse de façon plutôt inattendue, il est judicieux d'informer préalablement les parents de la démarche que vous suivrez pour en discuter. Vous pourriez rédiger une courte déclaration leur présentant les principes fondamentaux de votre démarche, illustrée par des exemples représentatifs des principaux sujets controversés qui sont enseignés. Vous pourriez également, au besoin, ajouter quelques brèves notes sur la place des sujets controversés dans le programme, les avantages qu'il y a à enseigner des tels sujets à leurs enfants et la façon dont cela les aidera dans la vie, après l'école.

Par ailleurs, il peut être judicieux d'informer les parents des diverses lignes d'action de l'école et de leur lien avec l'enseignement de sujets controversés : par exemple en ce qui concerne la bonne conduite, la lutte contre les brimades, la discrimination et l'égalité entre les femmes et les hommes.

Enseignement des questions controversées : un guide à l'intention des parents

Voici un exemple de guide à l'intention des parents qui vise à les rassurer quant au fait que les enseignants veilleront à enseigner les sujets controversés de façon impartiale.

Les enseignants de notre école :

- ▶ agiront en tant que modérateurs des discussions et des débats sur un sujet donné plutôt qu'en tant qu'autorité.

Les enseignants de notre école :

- ▶ ne présenteront pas leurs opinions personnelles aux élèves comme si elles avaient une valeur probante ;
- ▶ ne formuleront pas d'opinions personnelles au sujet des opinions des autres ;
- ▶ ne présenteront pas des informations comme s'il s'agissait d'opinions alors que ce sont des faits indiscutables.¹⁷

17. http://ceea.org.uk/sites/default/files/docs/curriculum/area_of_learning/CCEA_Controversial_Issues.pdf.

” Évoquez-vous des sujets controversés dans certaines de vos communications avec les parents à l’heure actuelle ? Dans quelle mesure pensez-vous qu’il soit important de le faire ?

Étude de cas : une école en milieu urbain en Irlande

Il s’agit ici d’un établissement scolaire important, situé en milieu urbain et accueillant des élèves d’origines ethniques diverses. Dans son énoncé de mission, l’école s’engage à célébrer différentes formes de diversité. Dans le cadre de la célébration de l’orientation sexuelle, l’école a proposé une semaine LGBT, organisée par le conseil des élèves. Un certain nombre d’activités ont eu lieu au cours de la semaine : des personnalités ont été invitées à venir faire un discours et diverses activités ont été organisées, dont des « selfies LGBT-friendly » et une campagne de lutte contre les brimades. Le drapeau LGBT a été hissé au début de la semaine par le ministre de la Santé et l’activité a reçu une couverture médiatique nationale.

Un groupe de parents originaires d’Europe orientale, tous membres d’une certaine église, ont fait part de leurs craintes à leur pasteur, qui, à l’instar de plusieurs autres responsables religieux de la collectivité, a écrit une lettre de réclamation au conseil d’administration et au bienfaiteur de l’école. Les parents ont tous retiré leurs enfants de l’école pour le reste de la semaine. L’école a répondu par écrit à la lettre des responsables religieux pour expliquer la raison d’être de cette semaine de célébration ; cette lettre a été envoyée à toutes les familles concernées leur indiquant que l’école respectait leur décision mais leur expliquant aussi l’objectif de cet événement. Bien que mécontents que leurs enfants y soient associés, une fois qu’ils ont pu examiner la situation du point de vue de l’école, les parents ne sont pas allés plus loin. La semaine a eu un succès retentissant. C’est maintenant un événement récurrent chaque année scolaire.¹⁸

Par où commencer ?

Si vous souhaitez associer à la vie de l’école des parents de multiples origines, il est judicieux de commencer par organiser quelques séances de formation gratuites pour les parents d’enfants issus de l’immigration ou appartenant à une minorité, ou pour les parents de nouveaux élèves. Choisissez un moment dans la semaine convenant au plus grand nombre d’entre eux. Les séances de formation pourraient porter sur la maîtrise de la langue, le système éducatif, l’égalité entre les femmes et les hommes, les droits et devoirs des parents, et les lignes d’action et pratiques de l’école.

18. Communication personnelle de Mary Gannon.

Chapitre 8

Gestion des risques

Dans quelque matière que ce soit, il est nécessaire de prendre un certain degré de risques, sans quoi rien ne sera jamais réalisé. Gérer les risques consiste à repérer et évaluer les risques potentiels puis à y faire face. Les risques entrent dans diverses catégories. S’agissant des sujets controversés, ils concernent notamment : les incidences sur les élèves et leur comportement ; les réactions des parents ; l’état d’esprit de la collectivité et notamment des organisations municipales et religieuses ; et la réaction des médias. Il y a toujours le risque que les parents se plaignent, que la presse fasse une publicité négative ou encore que la collectivité ou les responsables religieux interviennent. Il est donc indispensable d’avoir une gestion des risques efficace lorsque l’on traite des sujets controversés.

Dans cette section, il vous sera demandé de réfléchir au rôle que joue la gestion des risques dans l’élaboration d’une stratégie de gestion des sujets controversés.

La gestion des risques, qu’est-ce que c’est ?

La gestion des risques, c’est : d’un côté l’atténuation des risques, c’est-à-dire prendre des mesures pour réduire la probabilité que le risque survienne et en réduire les incidences s’il venait à se réaliser, et de l’autre la gestion de crises, c’est-à-dire prévoir des mesures d’urgence au cas où le risque se réaliserait. Examinons tour à tour ces deux éléments.

Comment pouvez-vous réduire les risques associés avec l’enseignement de sujets controversés ?

La plupart des risques associés à l’enseignement de sujets controversés sont liés à un malentendu ou une incompréhension des objectifs du programme. Le risque de heurter les sensibilités à cause d’un malentendu est nettement moindre si tout le monde comprend bien la raison pour laquelle des sujets controversés sont enseignés. Il existe diverses manières d’agir en ce sens, à savoir, notamment :

- ▶ Veiller à la cohérence de l’enseignement et de l’apprentissage des sujets controversés, par exemple grâce à une collaboration entre enseignants ou à des lignes directrices ;
- ▶ Informer les parents des raisons pour lesquelles l’école enseigne des sujets controversés, par exemple dans un guide à l’intention des parents ;
- ▶ Faire connaître les valeurs fondamentales de l’école, par exemple en les inscrivant dans l’énoncé de mission ou dans l’énoncé des valeurs ;
- ▶ Instaurer une culture de l’ouverture, par exemple en offrant aux élèves la possibilité de faire remonter des informations sur l’enseignement et l’apprentissage, aux enseignants celle de discuter de ce qui les préoccupe, et aux parents d’exprimer leurs craintes ;
- ▶ Veiller à la clarté des messages transmis, par exemple les consignes données pour les devoirs à la maison ;
- ▶ Définir des protocoles pour les activités relatives aux sujets controversés, par exemple les visites d’orateurs comme des responsables politiques, religieux ou locaux.

” Parmi les différentes mesures qu’une école peut prendre pour réduire les risques associés à l’enseignement de sujets controversés, lesquelles sont selon vous les plus importantes ? Pourquoi ?

Quelles mesures d’urgence est-il judicieux de prévoir ?

Mettre en place un système de soutien aux élèves et adopter une ligne d’action claire sur des questions telles que les brimades, la discrimination et la protection des enfants sont autant de mesures d’urgence qu’il est judicieux d’adopter pour régler des problèmes concernant le bien-être et le comportement des élèves.

Il est important d'avoir défini une procédure de gestion des craintes et réclamations des parents à propos de l'enseignement de sujets controversés. Autrement dit, il faut veiller dans la mesure du possible à régler rapidement et officieusement les réclamations des parents avant que la situation ne dégénère. Il convient de disposer de procédures à suivre claires pour déposer et recevoir des demandes et réclamations, et d'un mécanisme efficace permettant d'en confier la résolution au membre du personnel concerné.

Il y a cependant toujours un risque qu'une controverse se répande au-delà de l'enceinte de l'école et qu'une couverture médiatique négative n'endommage gravement la réputation d'une école. Face à ce risque, il faut prévoir une réponse immédiate. Voilà pourquoi il peut être utile d'évoquer l'enseignement de sujets controversés dans la ligne d'action de l'école, dans la partie consacrée à la réponse en cas d'incidents graves. Il peut également être utile de convenir d'un argumentaire sur l'enseignement de sujets controversés et d'approuver des documents de référence, par exemple des lignes directrices à l'intention du personnel et des protocoles dont l'école pourrait avoir besoin pour répondre à des interviews, lors d'une séance d'information ou pour rédiger des communiqués de presse.

Néanmoins, il existe un second facteur de risque à prendre en compte : les situations dans lesquelles l'école ou certains de ses éléments sont susceptibles de recevoir une publicité négative. Il s'agit des incidences que pourraient avoir des événements ou controverses externes à l'école : par exemple lorsqu'une campagne politique cible une minorité précise ou diabolise d'une façon ou d'une autre des groupes de la population locale. Dans de tels cas, il peut être nécessaire de prendre des mesures pour éviter qu'une telle publicité n'ait des incidences négatives sur les relations à l'école et en dehors. Ces mesures peuvent être en outre inscrites dans la ligne d'action générale de l'école sur la gestion des incidents graves.

Étude de cas : Bristol (Angleterre, Royaume-Uni)

Il y a à Bristol une école secondaire mixte avec une riche diversité culturelle : elle accueille des élèves de 11 à 16 ans représentant plus de 40 nationalités, dont un grand nombre d'enfants d'origine somalienne. Suite à une enquête de la police de Bristol, 13 hommes de la communauté somalienne ont été accusés d'avoir exploité des filles blanches. La principale en a été informée juste avant que la nouvelle ne se répande dans les médias locaux et nationaux. Soucieuse de réaffirmer l'objectif de l'école d'être un lieu accueillant, d'une riche diversité culturelle, qui « valorise l'individualité et le potentiel de chaque personne », la principale a pris des mesures pour limiter les incidences négatives de la tempête médiatique imminente, pour l'école, ses élèves et les groupes de population qu'elle accueille. Elle était particulièrement inquiète du risque de représailles à l'encontre des personnes d'origine somalienne et des élèves somaliens de l'école.

Elle a notamment :

- ▶ rédigé un communiqué de presse pour rassurer la collectivité quant au fait que l'école prenait très au sérieux la protection de ses élèves et coopérait avec tous les organismes compétents afin que les élèves sachent comment se protéger et signalent tout problème ;
- ▶ communiqué avec les médias locaux – en accordant des interviews à des chaînes de télévision, de radio et à la presse écrite – pour insister sur les bons rapports qu'entretiennent au sein de la communauté scolaire les élèves ayant des origines diverses ;
- ▶ invité les parents ou les membres de la collectivité à prendre contact avec l'école sans hésiter s'ils avaient la moindre crainte ;
- ▶ organisé à l'école une assemblée générale pour mettre en garde les élèves contre d'éventuelles représailles ciblant les élèves somaliens des environs et insisté sur la nécessité que tous les élèves se soutiennent les uns les autres à l'école et en dehors ;
- ▶ rencontré des responsables de la communauté somalienne pour envisager de prendre des mesures communes et mis l'accent sur la ligne d'action de l'école en matière d'égalité et de diversité ;
- ▶ réexaminé de quelle façon les questions d'identité et de diversité culturelle étaient traitées dans le programme.

Grâce à son action, elle est parvenue à éviter une crise et l'attention des médias est retombée au bout de quelques jours. L'école a continué à fonctionner normalement pendant tout ce temps et l'ensemble des élèves, y compris ceux d'origine somalienne, se sont sentis en lieu sûr et en sécurité à l'école¹⁹.

19. Communication personnelle.

” Comment évalueriez-vous l’efficacité de la procédure qu’applique actuellement votre école pour gérer les réclamations ? Selon vous, certains aspects de cette procédure devraient-ils être renforcés ? Si oui, lesquels ?

Comment traitez-vous les commentaires dans les médias sociaux ?

De par la nature des médias sociaux, il faut s’attendre à ce qu’une école suscite de temps à autre des commentaires sévères. Ce n’est que si les critiques persistent et durent qu’il vous faudra probablement réagir. Vous devrez alors faire preuve de discernement professionnel pour décider quand et comment le faire. Il existe toujours le risque d’envenimer la situation si le contenu atteint un public plus large. Lorsque les commentaires sont critiques mais qu’ils ne sont injurieux pour personne, vous pouvez inviter leur auteur à venir à l’école vous faire part de ses préoccupations ou lui suggérer de suivre la procédure officielle de réclamation de l’école. Toutefois, si les posts deviennent diffamants, menaçants ou racistes, peut-être sera-t-il alors préférable de demander un conseil juridique ou de vous adresser aux autorités compétentes ou à la police.

” Selon vous, dans quelle mesure les médias sociaux peuvent-ils avoir des conséquences néfastes pour une école ? Est-ce quelque chose qui vous préoccupe pour votre école ? Si oui, pourquoi ?

Par où commencer ?

Si vous souhaitez réduire certains des risques liés à l’enseignement de sujets controversés dans votre école, il est judicieux de commencer par réaliser une simple évaluation générale des risques. Repérez d’abord où se situent selon vous les principaux risques. Évaluez chacun d’entre eux comme étant « élevé », « moyen » ou « faible » en fonction de la probabilité qu’ils se réalisent et de leurs incidences potentielles.

Vous pouvez aussi attribuer à chacun d’entre eux une note entre 0 et 5. Le total obtenu vous donnera un bon aperçu du niveau de risque ; vous pourrez ensuite vous en servir pour orienter les mesures prises pour renforcer la pratique. Vous pouvez faire ce travail de votre côté mais les résultats seront probablement meilleurs si c’est l’équipe dirigeante dans son intégralité qui s’en charge.

Chapitre 9

Formation et développement professionnel du personnel

La controverse est un élément inévitable et de plus en plus marqué de la scolarité en Europe. Pourtant, dans les pays européens, peu de chefs d'établissement et d'équipes dirigeantes reçoivent une formation officielle sur la façon de traiter les questions controversées à l'école. La formation initiale et la formation continue ne préparent que rarement – voire pas du tout – les enseignants à cela. Les programmes de développement qui s'adressent aux chefs d'établissement et aux équipes dirigeantes abordent eux aussi rarement ce thème. Il est donc indispensable de proposer une formation continue et un développement professionnel afin que les sujets controversés puissent être efficacement gérés.

Dans cette section, il vous sera demandé de réfléchir au rôle que jouent la formation et le développement professionnel du personnel dans l'élaboration d'une stratégie de gestion des questions controversées.

Quel type de développement professionnel proposer ?

Les activités de développement professionnel qui abordent la question de la controverse sont à classer dans plusieurs catégories générales en fonction de l'objectif qu'elles visent et des principaux bénéficiaires. Ces activités sont axées sur les objectifs suivants :

- ▶ bien comprendre les raisons qui justifient l'enseignement de sujets controversés – tout le personnel ;
- ▶ mieux comprendre un sujet précis, par exemple l'Holocauste – les enseignants des matières concernées ;
- ▶ acquérir les aptitudes et compétences pédagogiques nécessaires pour enseigner des sujets controversés – tous les enseignants ;
- ▶ acquérir les compétences managériales voulues pour élaborer et mettre en œuvre une ligne d'action relative à la gestion des sujets controversés – chefs d'établissement et équipes dirigeantes.

” À votre connaissance, est-ce que certains membres du personnel de votre école ont suivi une formation officielle en matière de gestion des sujets controversés ? Si oui, quel type de formation et quel en a été le résultat ?

Quel type de méthodes de formation employez-vous ?

Dans certains domaines, par exemple l'éducation sexuelle, il est préférable d'organiser des formations externes, tandis que pour motiver le personnel et pour développer les compétences en matière de gestion des sujets controversés à l'école en général, les méthodes visant à encourager le dialogue et le partage d'expériences sont plus efficaces.

Il est indispensable de créer un système de soutien par les pairs pour l'enseignement et la gestion des sujets controversés. Cela étant, nombre des méthodes qui sont habituellement employées en développement professionnel s'appliquent aussi à la gestion des sujets controversés.

Développement du personnel : quelques méthodes de formation possibles

- ▶ Observation – Observer un cours donné par un(e) collègue sur un thème particulier ou un sujet controversé en général.
- ▶ Accompagnement – Rencontrer régulièrement un(e) collègue chevronné(e) pour parler des progrès personnels accomplis dans l'enseignement de certaines questions, pour découvrir de nouvelles idées, etc.
- ▶ Préparation des cours par équipe – Travailler ensemble sur le même sujet controversé.
- ▶ Groupes de recherche – Se réunir une fois par semaine pour examiner les méthodes pédagogiques que les uns et les autres ont utilisées.
- ▶ Enseignement en équipe – Travailler aux côtés d'un(e) collègue pour partager l'enseignement d'un sujet controversé en classe.
- ▶ Conférences et stages à l'extérieur – Sur des questions précises ou sur l'enseignement de sujets controversés en général.
- ▶ Dialogue professionnel – Examiner les pratiques suivies pour l'enseignement de sujets controversés avec un(e) supérieur(e) hiérarchique dans le cadre de la gestion des performances.
- ▶ Participation à des réseaux externes, des groupes ou des projets en matière de développement professionnel – Offrir des possibilités de développement professionnel en matière de gestion des sujets controversés.
- ▶ Formation de formateurs – Former des membres du personnel à la gestion des sujets controversés et les charger de former les collègues enseignant dans le même département, la même discipline ou au même niveau.

” Selon vous, parmi les méthodes de formation utilisées dans votre école pour le développement professionnel, lesquelles fonctionneraient tout aussi bien pour former le personnel à la gestion des sujets controversés ?

Comment choisir la méthode qui conviendra le mieux pour former le personnel ?

Pour choisir la méthode qui conviendra le mieux pour former le personnel, il faut prendre en compte plusieurs facteurs, à savoir, notamment : les compétences déjà en place, notamment celles du chef d'établissement et de l'équipe dirigeante, le domaine de la pratique que vous souhaitez renforcer, les intérêts personnels et plans de carrière de chacun, et les impératifs ou lignes directrices des pouvoirs publics. Vous pourriez en outre être guidé(e) par des priorités qui seraient apparues lorsque vous avez procédé à l'évaluation des risques.

Voici quelques méthodes permettant de rassembler des informations sur les besoins de formation de chacun des membres du personnel :

- ▶ liste de questions d'autoévaluation ;
- ▶ questionnaires ;
- ▶ requêtes personnelles ;
- ▶ entretien avec les supérieurs hiérarchiques ;
- ▶ entretiens officiels d'évaluation ou de gestion des performances.

Quelle que soit la méthode privilégiée, les formations destinées aux enseignants se concentreront sur les principales aptitudes et compétences requises pour enseigner des sujets controversés, et celles qui sont destinées aux équipes dirigeantes sur les aptitudes et compétences nécessaires pour gérer ces sujets.

Évaluer les besoins en formation des enseignants : quelques idées d'aptitudes et de compétences

- ▶ Comprendre les raisons justifiant la gestion des sujets controversés
- ▶ Comprendre en quoi un sujet est controversé
- ▶ Promouvoir les valeurs fondamentales
- ▶ Définir les règles de base qui s'appliqueront aux discussions
- ▶ Créer un climat positif et sûr en classe et en dehors
- ▶ Choisir des stratégies d'enseignement et d'apprentissage pertinentes

- ▶ Éviter les partis pris
- ▶ Prendre conscience de ses propres partis pris et postulats et être capable de prendre du recul par rapport à eux
- ▶ Faciliter des discussions et des débats ouverts
- ▶ Promouvoir la parole des élèves
- ▶ Gérer les réactions émotives des élèves
- ▶ Répondre à des remarques insensibles
- ▶ Communiquer et coopérer avec les parents et des représentants locaux

Étude de cas : Goethe Gymnasium, Sebnitz (Allemagne)

Le Goethe Gymnasium est une école secondaire dans une petite ville du sud-est de l'Allemagne. L'établissement s'intéressait de plus en plus au rôle du débat en tant que méthode d'enseignement après que des enseignants avaient suivi une formation au débat dispensée par la Fondation Hertie.

Débattre est une méthode formelle de délibération démocratique entre deux groupes qui doivent suivre des règles strictes. Cela aide les élèves à prendre confiance en eux, à développer leur esprit critique et à prendre plus au sérieux les questions sociales et politiques controversées.

Vu cet intérêt pour le débat, l'école a proposé une formation en cours d'emploi à l'ensemble du personnel, et notamment aux enseignants d'allemand, de science et d'histoire. La méthode a été officiellement proposée aux élèves de neuvième année (âgés de 13-14 ans), mais certains enseignants ont commencé à s'en servir avec des élèves plus jeunes, de septième et huitième années (âgés de 11 à 13 ans), mais avec des exercices moins complexes. À partir de la onzième année (15-16 ans), la méthode du débat est souvent employée dans toutes les matières, et tout particulièrement en sciences naturelles et sociales²⁰.

” S’agissant de la gestion des sujets controversés à l’école, où diriez-vous que se situent les forces et les faiblesses de vos enseignants ?

Selon vous, en quoi les besoins de formation des chefs d'établissement et des équipes dirigeantes à la gestion des sujets controversés diffèrent-ils de ceux du personnel enseignant ? De quelle manière pensez-vous que la formation soit la mieux placée pour répondre à ces besoins ?

Par où commencer ?

Si vous souhaitez offrir des possibilités de développement professionnel sur la gestion des sujets controversés, il est judicieux de commencer par des formations du kit pédagogique à l'intention des enseignants, dans « *L'enseignement des sujets controversés* »²¹, du Conseil de l'Europe.

Ce kit pédagogique, mis au point par des enseignants de plusieurs pays européens, contient un programme détaillé des activités de formation pour enseignants pouvant être dispensées dans tous les pays européens, à tous les niveaux et dans tous les types d'écoles. Il aborde plusieurs questions : en quoi les convictions personnelles des enseignants influent-elles sur leur enseignement de sujets controversés ; comment réagir face à des opinions divergentes et des personnes qui affirment détenir la vérité ; comment protéger la sensibilité des élèves ; comment calmer le jeu ; et comment traiter des questions de façon impartiale sans devoir fournir une foule de références détaillées.

20. Frank and Huddleston (2009), pp. 58-59.

21. <https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=09000016806948b6>.

Annexe I

Liste des mesures potentielles

La liste ci-après contient tout un éventail de mesures que les chefs d'établissement et les équipes dirigeantes pourraient faire leurs lorsqu'ils élaboreront une stratégie sur la gestion de la controverse et l'enseignement de sujets controversés à l'école. Les mesures découlent des neuf sections de l'outil ci-dessus et sont liées aux problèmes et questions qui y sont soulevés. Quant à la question de savoir quelles mesures seront prises et par qui, tout dépendra de la situation de chaque école. Aucune école n'est censée les appliquer toutes. Elles sont proposées simplement pour orienter la réflexion et accompagner le processus de planification.

Dans la liste, chaque mesure est assortie d'un certain nombre de questions, qui sont proposées pour susciter la réflexion et la discussion sur les diverses mesures proposées afin de déterminer si elles sont importantes et comment elles pourraient être mises en œuvre.

1. Revoir les orientations et les lignes d'action

Mesures envisageables

- ▶ **Revoir la législation en vigueur, les orientations et les obligations statutaires – Par exemple en ce qui concerne la parole des élèves, la cohésion collective, l'éducation sexuelle et relationnelle, ou l'endoctrinement politique**
 - Quel rapport ces textes ont-ils avec l'enseignement de sujets controversés ?
 - Viennent-ils soutenir celui-ci ou y font-ils obstacle ?
 - Est-ce que l'enseignement de sujets controversés contribue à leur mise en œuvre ?
- ▶ **Vérifier les lignes d'action actuelles de l'école – par exemple à propos de l'égalité, de la protection des enfants, de la lutte contre les brimades, du comportement et de la discipline**
 - Quel rapport ces textes ont-ils avec l'enseignement de sujets controversés ?
 - Viennent-ils soutenir celui-ci ou y font-ils obstacle ?
 - Est-ce que l'enseignement de sujets controversés contribue à leur mise en œuvre ?

2. Revoir les lignes d'action et pratiques actuelles

Mesures envisageables

- ▶ **Recenser les sujets qui sont actuellement considérés comme étant controversés à l'école**
 - Quels sujets les enseignants considèrent-ils à l'heure actuelle comme étant controversés ?
 - Quelles matières concernent-ils ?
 - Qu'est-ce qui fait que ces sujets sont controversés ?
- ▶ **Consulter les enseignants au sujet de leur expérience en matière d'enseignement de sujets controversés**
 - Dans quelle mesure les enseignants ont-ils suffisamment confiance en eux pour pouvoir enseigner des sujets controversés ?
 - Quelles sont leurs craintes ?
 - De quels types de formation ou d'accompagnement pensez-vous qu'ils aient besoin ?
- ▶ **Vérifier les pratiques actuelles en matière d'enseignement de sujets controversés, dans toutes les matières**
 - Comment les sujets controversés sont-ils enseignés ?
 - Quelles méthodes et stratégies pédagogiques sont utilisées ?

- Quelle cohérence y a-t-il d'une matière à l'autre ?
- ▶ **Consulter les élèves au sujet de leurs expériences à l'égard des sujets controversés à l'école**
 - Quels sujets les élèves considèrent-ils comme étant controversés ?
 - Dans quelle mesure sont-ils à l'aise avec le fait d'en discuter ?
 - À quel point jugent-ils les méthodes de leurs enseignants efficaces ?
 - Selon les élèves, qu'apprennent-ils par le biais des discussions sur des sujets controversés ?
- ▶ **Consulter la communauté scolaire dans son ensemble à propos des sujets controversés à l'école**
 - Quels sujets les parents et les autres acteurs considèrent-ils comme étant controversés ?
 - Quelles craintes ont-ils à propos de l'enseignement de tels sujets à l'école ?
 - Selon eux, dans quelle mesure l'école les traite-t-elle de façon juste ?
 - Qu'attendent-ils ou qu'exigent-ils de l'école par rapport à la gestion des sujets controversés ?
- ▶ **Énoncer clairement les valeurs fondamentales de l'école**
 - Quelles sont les valeurs fondamentales de l'école ?
 - Appuient-elles l'enseignement de sujets controversés ou y font-elles obstacle ?
 - Dans quelle mesure sont-elles bien comprises au sein de la communauté scolaire ?
 - Comment sont-elles justifiées ?
 - Font-elles expressément référence à la démocratie et aux droits humains ?
- ▶ **Consulter les enseignants, les élèves et, plus largement, la communauté scolaire à propos de la qualité de l'environnement d'apprentissage de l'école ?**
 - Quel climat règne dans l'école ?
 - Dans quelle mesure les différents groupes entretiennent-ils de bons rapports les uns avec les autres ?
 - Se fréquentent-ils ?
 - Les gens ont-ils le sentiment de pouvoir parler ouvertement de leurs différences ?
 - La diversité est-elle valorisée ou considérée comme une menace ?
- ▶ **Consulter les élèves au sujet des possibilités qu'ils ont de se faire entendre à l'école**
 - Les élèves ont-ils le sentiment d'avoir leur mot à dire sur le fonctionnement de l'école ?
 - Ont-ils le sentiment d'être entendus ?
 - À quels types de décisions sont-ils associés ?
 - Disposent-ils de leurs propres organes décisionnels ?
 - Ont-ils le sentiment de pouvoir faire une différence à l'école ?

3. Élaborer une ligne d'action

Mesures envisageables

- ▶ **Convenir avec le personnel d'un argumentaire pour justifier l'enseignement de sujets controversés**
 - En quoi un sujet est-il controversé ?
 - Pourquoi enseigner des sujets controversés ?
 - Quel est le rôle de l'enseignant(e) ?
- ▶ **En coopération avec les enseignants chapeautant les différentes matières, dresser la liste des sujets controversés dans chaque matière**
 - Où les conflits d'opinions ou de valeurs se rencontrent-ils ?
 - Où trouvez-vous des signes de diversité, religieuse, culturelle, politique ou autres ?
 - Sur quel sujet peut-on avoir tout un éventail de points de vue ?
- ▶ **En concertation avec les chefs de départements ou de niveaux, les enseignants et les élèves, établissez une démarche efficace et porteuse d'enseignement et d'apprentissage**
 - Quels sont les différents rôles que peuvent jouer les enseignants ?
 - Quelles compétences faut-il pour stimuler et gérer efficacement une discussion ?

- Comment les enseignants peuvent-ils encourager les élèves à s’identifier au point de vue d’autrui ?
- Comment peuvent-ils présenter un thème de façon impartiale ?
- Comment peuvent-ils s’en sortir face à des questions complexes ou lorsqu’ils n’en savent pas assez sur un sujet donné ?

▶ **Définir comment superviser l’enseignement de sujets controversés dans l’ensemble des matières**

- Quel est l’avantage de désigner un(e) « coordonnateur/coordinatrice » ou un(e) « tuteur/tutrice » ?
- Quelles seraient les compétences de cette personne ?
- Quelles responsabilités lui seraient-elles confiées ?
- Serait-il plus efficace de constituer une équipe ?
- Si oui, comment faudrait-il en choisir les membres ?
- Comment répartir les responsabilités entre eux ?

▶ **Revoir les procédures de gestion des risques**

- Où se situent le plus vraisemblablement les vulnérabilités de l’école ?
- Les parents peuvent-ils être contactés rapidement si nécessaire ?
- Quelles procédures sont en place pour les rapports avec les médias, notamment les médias sociaux ?
- Avez-vous un argumentaire médiatique pour justifier l’enseignement de sujets controversés ?
- Est-ce que tout le monde sait quoi faire pour protéger et soutenir les élèves s’il venait à se produire à l’extérieur un événement ou un problème ayant des incidences sur la communauté scolaire ?

4. Planification des mesures

Mesures envisageables

▶ **Recenser les atouts actuels dans l’enseignement de sujets controversés**

- Quelles sont les bonnes pratiques déjà en place ?
- Comment peuvent-elles être développées ?
- Quels types de compétences a votre personnel ?
- Comment peuvent-elles être utilisées ?

▶ **Repérer les domaines à améliorer**

- Dans quelle mesure l’environnement d’apprentissage de l’école est-il propice à la gestion de la controverse ?
- Comment le programme est-il mis en œuvre ?
- Dans quelle mesure la raison justifiant l’enseignement de sujets controversés est-elle bien comprise ?
- Dans quelle mesure les méthodes pédagogiques du personnel sont-elles efficaces ?
- Dans quelle mesure l’enseignement est-il cohérent d’une matière à l’autre ?
- Dans quelle mesure la parole des élèves est-elle réellement prise en compte ?
- Les procédures de gestion des risques sont-elles suffisantes ?
- À quel point les parents comprennent-ils et soutiennent-ils la démarche que suit l’école face aux sujets controversés ?
- Les enseignants ou les élèves peuvent-ils obtenir facilement un accompagnement et/ou un soutien personnel s’ils en ont besoin ?

▶ **Recenser les besoins en formation du personnel**

- Les enseignants comprennent-ils bien la raison justifiant l’enseignement de sujets controversés ?
- Dans quelle mesure sont-ils à l’aise avec leur(s) rôle(s) en classe ?
- Dans quelle mesure ont-ils les compétences voulues pour faciliter une discussion, poser les bonnes questions, gérer les émotions des élèves, etc. ?
- Dans quelle mesure sont-ils compétents pour repérer les sujets controversés dans leur propre matière ?

- Dans quelle mesure ont-ils confiance en leur capacité de traiter la controverse en dehors de la classe, par exemple dans les couloirs, les aires de jeu ?

▶ **Déterminer les besoins en ressources**

- Quels sont les supports de formation nécessaires ?
- Des intervenants externes peuvent-ils jouer un rôle de facilitateur ou apporter un soutien, par exemple les autorités locales ou les organismes des pouvoirs publics, les ONG, les universités ou d'autres écoles ?

▶ **Dresser un plan d'action**

- Quels résultats souhaitez-vous atteindre ?
- Quelles méthodes emploieriez-vous ?
- Quel calendrier a été fixé pour y parvenir ?
- Quelles sont les principales personnes impliquées et quels seront leurs différents rôles ?

5. Suivi et évaluation

Mesures envisageables

▶ **Repérer les facteurs de réussite**

- Comment saurez-vous si votre projet de gestion des sujets controversés est en bonne voie ?
- Quels résultats souhaitez-vous atteindre ? Par exemple : plus de cohérence dans l'enseignement et l'apprentissage, renforcement de la confiance en eux des enseignants, amélioration des relations entre les divers groupes, amélioration des résultats ?

▶ **Établir des procédures de suivi, d'évaluation et d'examen**

- Comment vérifierez-vous que le projet avance ?
- Quelles méthodes emploieriez-vous ? Par exemple : un questionnaire à l'intention des élèves et/ou des enseignants, des groupes de réflexion, l'observation des cours ?

▶ **Déterminer les éléments concrets à recueillir, quand et par qui**

- Quels éléments concrets vous permettront-ils de voir si votre démarche porte ses fruits ? Par exemple : les niveaux de satisfaction des élèves et/ou des enseignants, un climat plus inclusif, de meilleurs résultats aux épreuves et aux examens ?

▶ **Veiller à ce que le personnel ait un retour d'informations régulier sur les progrès accomplis**

- Quel type de retour d'informations recevra le personnel et sous quelle forme ? S'agira-t-il par exemple de rapports verbaux par le chef ou la cheffe d'établissement et l'équipe dirigeante lors de réunions du personnel, ou de rapports faits par les responsables des diverses matières.

Annexe II

Gérer la controverse : implications pour les chefs d'établissement et les équipes dirigeantes – Un document d'orientation

Introduction

Objet

Dans une Europe où les mouvements de population sont rapides et la diversité croissante, jamais la façon dont les écoles traitent la controverse et les sujets controversés n'a joué un rôle aussi important.

Ce qui est considéré comme controversé varie d'un pays à l'autre et évolue au fil du temps. Voici quelques exemples de sujets controversés dans l'Europe d'aujourd'hui : la migration, les réfugiés, le genre et la sexualité, et notamment les droits des personnes lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles et transgenres ; les vêtements et symboles religieux dans l'espace public ; les stratégies de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme ; la maltraitance d'enfants, les mesures d'austérité et la nature de la gouvernance européenne.

Aussi tentant que ça puisse être pour les écoles de chercher à éviter d'aborder les questions difficiles, ce serait une erreur. Les avantages sur le plan éducatif que présente l'enseignement des sujets controversés sont immenses : il permet aux enfants et aux jeunes d'approfondir leurs connaissances sur d'un sujet, de développer leur pensée analytique et critique ainsi que généralement leur conscience citoyenne. Il est de plus en plus considéré comme un moyen de désamorcer les conflits et de surmonter les clivages, que ce soit à l'école ou dans la société au sens large, et comme un moyen de créer des valeurs communes et de renforcer la résilience face à l'extrémisme et aux comportements à risque.

Les écoles ne peuvent tout simplement plus se permettre d'essayer de prétendre que les sujets controversés n'existent pas, et ce pour les raisons suivantes.

Premièrement, les programmes scolaires ne sont jamais dénués de valeurs, et donc toujours susceptibles de se heurter aux objections de groupes qui ne partagent pas les mêmes.

Deuxièmement, les élèves poseront toujours des questions spontanées.

Troisièmement, les enfants et les jeunes découvrent des questions controversées dans les médias, notamment sociaux (sur leurs téléphones mobiles, leurs tablettes, leurs ordinateurs, etc.). La plupart sont directement confrontés à l'impact de ces questions dans leur vie quotidienne.

Prendre la controverse et les sujets controversés au sérieux soulève d'importantes questions pour les écoles, non seulement à propos des méthodes pédagogiques et de la façon dont ils sont abordés en classe, mais aussi du rôle des dirigeants : en ce qui concerne par exemple l'élaboration des lignes d'action, la détermination des contenus de l'enseignement, la formation, le soutien aux enseignants, le contrôle qualité et les craintes des parents.

Le présent document d'orientation examine certaines de ces questions en se plaçant du point de vue des chefs d'établissement et des équipes dirigeantes ; il évoque en outre brièvement la théorie qui sous-tend l'outil d'autoréflexion.

L'élaboration du présent document

Le document d'orientation a été mis au point dans le cadre du programme de projets pilotes « Droits de l'homme et démocratie en action », établi conjointement par le Conseil de l'Europe et la Commission européenne. Il offre, avec l'outil d'autoréflexion et le kit de formation à l'intention des enseignants *L'enseignement des sujets controversés*, une ressource détaillée en matière de développement professionnel qui vient sous-tendre tous les aspects du travail de l'école en matière de gestion de la controverse.

Il convient de voir ce document d'orientation comme un outil qui promeut les valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe – démocratie, droits de l'homme et État de droit – et envisage le concept d'éducation comme un rempart contre les « maux » sociaux que sont l'extrémisme et la radicalisation des jeunes, la xénophobie et l'antisémitisme, la violence et le discours de haine, la désaffection vis-à-vis de la politique et des responsables politiques et les effets négatifs des mesures d'austérité.

Il a été défini, conçu et orienté par le projet pilote et il est le fruit des travaux de représentants venus de toute l'Europe.

Le contexte

L'inquiétude manifestée par la population au lendemain de plusieurs incidents très médiatisés marqués par des violences et des troubles sociaux dans différents pays d'Europe s'est conjuguée à une approche nouvelle de l'éducation à la démocratie et aux droits de l'homme, faisant de l'enseignement des sujets controversés à l'école une question d'urgence pédagogique.

Tout d'abord, les incidents tels que les émeutes survenues à Londres en 2011, les crimes de haine perpétrés en Norvège en 2011 et l'attentat qui a visé *Charlie Hebdo* à Paris en 2015, les attentats suicides en Belgique et l'attentat commis à Nice en 2016, ainsi que les effets, dans toute l'Europe, de la crise des réfugiés en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, ont amené à revoir en profondeur le rôle que joue l'école dans le développement du sens moral et civique des jeunes, un impératif relayé dans toute l'Europe.

Ensuite, la politique européenne en matière d'éducation à la démocratie et aux droits de l'homme a évolué, elle qui avant s'appuyait sur les exercices des manuels scolaires et l'acquisition de connaissances théoriques mise désormais sur l'apprentissage actif et participatif et s'attache aux enjeux de « la vie réelle ». On s'accorde de plus en plus à reconnaître qu'on en apprend plus sur la citoyenneté démocratique, le respect des droits humains et la compréhension interculturelle en « faisant » qu'en « sachant », c'est-à-dire en accumulant des faits. Dès lors, le programme pour l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme en Europe a ouvert la porte à des types de contenus pédagogiques nouveaux, imprévisibles et controversés.

L'ouverture du programme à des sujets controversés et difficiles soulève un certain nombre de questions pour les écoles, et en premier lieu des questions sur les méthodes pédagogiques et la démarche suivie en classe. Les questions de cette nature et la meilleure façon d'y répondre sont traitées dans le kit de formation à l'intention des enseignants *L'enseignement des sujets controversés* (Kerr et Huddleston, 2015).

Dans le contexte actuel, toutefois, des questions se posent également aux chefs d'établissement et aux équipes dirigeantes, par exemple comment :

- ▶ encourager le personnel à accepter d'enseigner des sujets controversés liés aux matières qui sont au programme, et à se sentir à l'aise avec cet enseignement ;
- ▶ soutenir le personnel en classe et dans les rapports avec les parents ;
- ▶ veiller à ce que le personnel ait accès aux formations dont il a besoin pour pouvoir traiter des sujets

difficiles en toute sécurité et avec tact ;

- ▶ créer des occasions de discuter de sujets controversés en classe et en dehors, par exemple dans des assemblées, des conseils d'élèves, le Parlement des enfants et des groupes de discussion ;
- ▶ développer et maintenir la qualité de l'enseignement et la cohérence de la démarche suivie à l'école ;
- ▶ instaurer une culture et un esprit porteurs à l'école ;
- ▶ répondre aux inquiétudes des parents et des autres acteurs, y compris dans les médias.

Analyse bibliographique

Au cours des trente ou quarante dernières années, les publications préconisant l'enseignement des sujets controversés dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme ont connu une augmentation lente mais régulière tout en insistant sur les défis majeurs que le traitement de ces sujets en classe posait aux enseignants.

Il s'agit notamment de collections d'ouvrages (par exemple, Berg et al, 2003 ; Claire & Holden, 2007 ; Cowan et Maitles, 2012 ; Hess, 2009 ; Stradling et al., 1984), d'articles de journaux (par exemple, Ashton et Watson, 1998 ; Clarke, 1992 ; Dearden, 1981 ; Kelly, 1986 ; Soley, 1996 ; Wilkins 2003) et de toute une série de lignes directrices pratiques et de ressources en ligne pour les enseignants (par exemple, Huddleston et Kerr, 2006 ; CitizED, 2004 ; Citizenship Foundation, 2004 ; Clarke, 2001 ; Crombie et Rowe, 2009 ; *City of Dublin Vocational Education Committee*, 2012 ; Fiehn, 2005 ; Oxfam, 2006 ; Richardson, 2011).

Qu'entend-on par « sujet controversé » ?

L'expression « sujet controversé » aura un sens différent en fonction du lieu. Les différences sont toutefois généralement peu marquées et semblent correspondre davantage à des variations sur une même série générale de thèmes qu'à des notions radicalement opposées.

Les « sujets controversés » peuvent être définis de la façon suivante : ce sont des « sujets qui éveillent des sentiments intenses et divisent l'opinion au sein des groupes de population et de la société ».

Généralement, les sujets controversés renvoient à des différends ou des problèmes qui sont actuels, qui suscitent des sentiments forts, qui donnent lieu à des explications et des solutions divergentes reposant sur des convictions ou des valeurs différentes et/ou des intérêts antagonistes, et qui, partant, ont tendance à diviser la société. Ces sujets sont souvent extrêmement complexes et il ne suffit pas de s'appuyer sur les faits pour y répondre.

C'est toutefois la vocation même des sujets controversés de susciter de fortes réactions, que ce soit dans la salle de classe ou en dehors ; ce phénomène est d'ailleurs souvent perçu comme le principal obstacle à l'enseignement. Pour de nombreux observateurs, un sujet controversé se distingue avant tout par son caractère « politiquement sensible », autrement dit sa tendance à éveiller la méfiance, la colère ou l'inquiétude du public qu'il s'agisse des élèves, des parents, des cadres de l'école, des responsables religieux et locaux, des pouvoirs publics voire des enseignants eux-mêmes²².

Il peut être utile de faire la distinction entre deux types de sujets controversés : les sujets anciens, comme les clivages et les tensions qui opposent différents groupes dans un certain nombre de pays d'Europe, et les sujets très récents, comme l'inquiétude grandissante face à l'extrémisme, la violence et l'endoctrinement, et la radicalisation des jeunes européens ou l'augmentation des cas de harcèlement virtuel et d'usurpation d'identité en ligne.

Les difficultés que ces sujets posent aux enseignants sont les mêmes, ce sont les priorités qui diffèrent. Avec les sujets controversés de longue date, le défi pour l'enseignant(e) est de poser un regard nouveau sur le sujet et d'innover dans ses propos tout en veillant à ne pas isoler plus encore certains groupes ou individus. La difficulté avec les sujets très récents est de savoir comment réagir face aux propos spontanés des élèves, comment se procurer des informations fiables sur le sujet et quelle position il convient d'adopter.

Les comportements évoluent et le contexte change, aussi arrive-t-il qu'un sujet prêtant à controverse à un moment donné semble relativement anodin à un autre, et qu'une controverse survienne à un endroit et nulle part ailleurs. Par exemple, l'idée d'un système de santé financé par l'État suscite une vive polémique aux

22. Stradling (1984) p. 2.

États-Unis, mais pratiquement pas en Europe²³. De la même manière, les questions relatives à l'orientation sexuelle et à la différence religieuse peuvent être abordées assez facilement dans certains pays européens, mais plus difficilement dans d'autres. De même, un sujet pourra prêter à controverse au sein d'une école, voire d'une classe, et ne poser aucun problème dans une autre²⁴.

Stradling (1984) propose en outre une distinction utile entre les sujets qui sont controversés en surface et ceux qui le sont intrinsèquement. Les premiers, du moins en principe, peuvent trouver une réponse dans les informations disponibles. Les seconds procèdent de désaccords sur des questions déterminées par des convictions fondamentales ou des jugements de valeur et sont bien plus complexes²⁵.

L'enseignement des sujets controversés : quels avantages sur le plan éducatif ?

Stradling (1984) distingue deux types de justification de l'enseignement des sujets controversés : les justifications « fondées sur le produit » et celles qui sont « fondées sur le procédé ».

a. Justifications fondées sur le produit

Dans les justifications fondées sur le produit, les sujets sont considérés comme importants en tant que tels, soit parce qu'ils portent sur les « grands problèmes sociaux, politiques, économiques ou éthiques de notre époque », soit parce qu'ils « sont en rapport direct avec la vie de l'élève »²⁶. C'est l'une des justifications essentielles de l'enseignement des sujets controversés avancées dans le rapport Crick (1998) au Royaume Uni :

« Les sujets controversés sont importants en tant que tels et omettre de se documenter à leur propos et d'en discuter entraîne de graves et profondes lacunes dans l'expérience éducative des jeunes, et revient à ne pas les préparer à la vie adulte »²⁷.

Un autre argument, quelque peu différent, est qu'il importe d'enseigner les sujets controversés non seulement en raison de l'utilité de l'apprentissage en lui-même mais encore pour rectifier la présentation partielle et déconcertante que les médias font de certaines questions, et notamment les médias sociaux auxquels les enfants et les jeunes ont aujourd'hui accès. Scarratt et Davison (2012) observent à ce titre :

« L'évolution des médias fait que les enfants sont de plus en plus exposés aux questions sensibles, pour lesquelles une démystification et une discussion sont nécessaires »²⁸.

Cet argument a récemment évolué vers l'idée qu'enseigner des sujets controversés donne aux écoles l'occasion de présenter un contre-discours face aux idéologies extrémistes (*National Union of Teachers*, 2015). Ce serait d'autant plus efficace que les élèves seraient encouragés à élaborer leur propre « contre-discours » (Jamieson, 2015).

b. Justifications fondées sur le procédé

Dans le raisonnement fondé sur le procédé, ce n'est pas tant la nature des sujets controversés qui importe mais les compétences d'apprentissage ou les attitudes et comportements civiques que peut générer une discussion à leur propos. Il peut s'agir de :

- ▶ compétences en rapport avec le sujet – par exemple, comprendre que la controverse n'est pas une menace mais fait partie du quotidien dans une démocratie, la capacité à débattre de questions litigieuses de manière civile et constructive, les stratégies pour lancer ces débats, se rendre compte que son point de vue compte autant que celui des autres dans une démocratie²⁹.
- ▶ compétences pluridisciplinaires – par exemple, aptitudes en langue et en communication, confiance en soi et qualités relationnelles³⁰, aptitudes supérieures à la réflexion et au dialogue³¹, traitement de l'information, raisonnement, questionnement, réflexion créative et compétences en matière d'évaluation³².

23. Hess (2009).

24. Stradling (1984).

25. Stradling (1984), p. 2.

26. Stradling (1984), p. 3.

27. Crick report (1998), 10.4.

28. Scarratt et Davison (2012), p. 38.

29. Hess (2009), p.162.

30. Claire et Holden (2007).

31. Wegerif (2003).

32. Lambert et Balderstone (2010), p. 142.

- ▶ comportement citoyen – par exemple un intérêt plus marqué pour la politique³³, des valeurs pro-démocratiques, une participation renforcée à la vie politique³⁴, des connaissances citoyennes accrues, un intérêt plus marqué pour le débat dans le domaine des affaires publiques en dehors de l'école, des jeunes plus enclins à dire qu'ils voteront et feront du bénévolat à l'âge adulte³⁵.

Valeurs partagées et résilience face à l'extrémisme

Ces dernières années, la manière dont la discussion sur des questions contemporaines est susceptible d'aider les enfants et les jeunes à développer des valeurs partagées et une résilience face à l'extrémisme a suscité un intérêt de plus en plus marqué, comme en témoigne la documentation à travers plusieurs éléments différents, mais liés les uns aux autres.

a. Le dialogue démocratique

Discuter de questions contemporaines serait une bonne manière d'aider les jeunes à apprendre comment établir un dialogue démocratique. Prendre part à un dialogue démocratique avec des gens dont les valeurs et les modes de vie ne correspondent pas aux leurs est un pan essentiel du procédé démocratique, crucial pour l'adoption de valeurs partagées dans la société. Le développement de l'aptitude des élèves à débattre, en particulier de sujets sensibles et controversés, est considéré comme une compétence importante des enseignants dans l'outil du Conseil de l'Europe sur les compétences des enseignants relatives à l'éducation à la citoyenneté démocratique et à l'éducation aux droits de l'homme.

b. La cohésion sociale

Plusieurs auteurs mettent l'accent sur l'utilisation de l'enseignement de sujets controversés comme outil de renforcement de la cohésion sociale et de lutte contre les forces qui divisent la société (Brown et al. 2012 ; Gross et Davies, 2015). L'éducation est considérée comme « une arme puissante contre un extrémisme qui tente d'accentuer les divisions et différences entre les personnes et les groupes, et qui exploite les peurs reposant sur l'ignorance ou les préjugés »³⁶. Les orientations officielles adressées aux écoles en Angleterre soulignent par exemple le rôle des sujets controversés dans l'enseignement : « remettre en question les discours extrémistes », « promouvoir les droits humains » et « bâtir des groupes dynamiques, protégés et soudés »³⁷. Les écoles sont encouragées à offrir à leurs élèves l'opportunité de « comprendre, rencontrer et communiquer avec des gens dont la foi, la culture et le milieu social sont différents de manière à promouvoir des valeurs communes tout en reconnaissant la diversité des membres de la collectivité »³⁸. La pédagogie et l'instauration d'un climat démocratique à l'école comptent parmi les facteurs qui favorisent la cohésion sociale (Shuayb, 2012).

c. « Espaces protégés »

Selon les recherches sur l'efficacité des diverses approches suivies pour instaurer la résilience face à l'extrémisme, aménager des « espaces protégés » permettant de discuter de sujets controversés est un :

élément indispensable de toute méthode pédagogique ou de toute intervention visant à instaurer la résilience face à l'extrémisme³⁹.

Un « espace protégé » n'est pas juste un espace physique où les élèves sont à l'abri de tout danger. C'est :

un espace dans lequel les professionnels et les participants peuvent avoir des discussions riches et constructives sur des sujets controversés, et dans lequel les jeunes se sentent en sécurité pour pouvoir en discuter⁴⁰.

33. Soley (1996).

34. Hess (2009), p. 31.

35. Civic Mission of Schools report, cité dans Hess (2009) p.28.

36. Greater Manchester Police (2010), p.5.

37. Qualifications and Curriculum Development Agency (2010), p.9.

38. Qualifications and Curriculum Development Agency (2010), p.10.

39. Bonnell et al. (nd) p. 49.

40. Bonnell et al. (nd) p. 48.

Ici, « espace protégé » signifie un espace où l'on s'assure que les jeunes sentent qu'ils peuvent exprimer leurs opinions quelles qu'elles soient et sans se soucier de la façon dont les gens pourraient réagir ; qu'ils peuvent poser des questions sans s'inquiéter d'avoir l'air « bêtes » ou d'avoir « tort » ; et qu'ils peuvent dire s'ils estiment qu'une opinion ou question d'autrui est blessante ou inacceptable.

d. La classe est un « forum citoyen »

Dans le prolongement de cette idée s'inscrit la notion de classe en tant que « forum citoyen ». D'aucuns affirment à propos de la discussion en classe que les élèves devraient être traités comme des citoyens de plein droit et non pas des citoyens en devenir. La classe devrait être considérée :

non seulement comme un *modèle* de forum citoyen mais aussi comme un *réel* forum citoyen, et les discussions citoyennes ne sont pas « juste une conversation » mais aussi une forme active de citoyenneté à part entière⁴¹.

e. Un esprit et une culture propices à l'école

Voilà déjà longtemps que l'on reconnaît que les élèves apprennent non seulement grâce à ce qui leur est enseigné explicitement en classe mais aussi, implicitement, grâce aux expériences qu'ils vivent quotidiennement à l'école. L'éducation civique sera donc d'autant plus efficace qu'elle sera enseignée dans des écoles qui ont fait leurs et prônent au quotidien des valeurs exemplaires en matière de démocratie et de droits humains. C'est ainsi que les discussions entre élèves à propos de sujets contemporains seront plus efficaces dans les écoles qui appliquent chaque jour, dans leur processus décisionnel, des valeurs prônant le dialogue démocratique et la résolution de problèmes dans le cadre d'une concertation. C'est le signe que de par leur système de valeurs, ces écoles « maintiennent un degré élevé d'équité et de respect des droits humains qui permet à chacun d'être valorisé sur un pied d'égalité et encouragé à jouer un rôle actif dans la vie de l'école »⁴².

Absence de soutien pour les chefs d'établissement et les équipes dirigeantes

S'il est clair que l'étude de sujets controversés à l'école a des conséquences nombreuses et considérables, et d'importantes incidences pour les chefs d'établissement et les équipes dirigeantes, ces incidences-là ont été, à très peu d'exceptions près (voir par exemple Pierpoint (2014, Council for the Curriculum, Examinations and Assessment (nd)), presque complètement négligées par les commentateurs et les chercheurs. L'essentiel de la littérature ne porte que sur les méthodes pédagogiques à employer en classe et ignore presque complètement le rôle des chefs d'établissement et des équipes dirigeantes.

Ces derniers ne bénéficient presque d'aucune formation pratique qui soit au goût du jour et d'aucun soutien face à la gestion de la controverse et des sujets controversés à l'école, et le peu qui existe devient vite obsolète.

Les résultats du projet pilote mené pour les enseignants – *L'enseignement des sujets controversés* – ont renforcé la nécessité de remédier à cette lacune. Le projet pilote a fait ressortir le rôle crucial des chefs d'établissement et des équipes dirigeantes dans le degré de qualité de la gestion de la controverse à l'école, ainsi que la nécessité d'actualiser aussi bien les formations que le soutien (Kerr et Huddleston, 2015).

C'est ce rôle et en particulier la nécessité de définir une approche impliquant la globalité de l'école que nous abordons maintenant.

Une approche globale de l'école

Définir une approche globale de l'école en matière de gestion des sujets controversés implique bien davantage qu'une activité ponctuelle ou une série d'initiatives en matière de formation, même si les deux peuvent en faire partie. Cela signifie travailler avec les élèves, les parents, le personnel et l'ensemble de la collectivité pour bâtir une fondation solide sur laquelle les initiatives et les améliorations pourront systématiquement se fonder.

Pourquoi une telle ligne d'action est-elle nécessaire ?

41. Huddleston et Rowe (2015), p. 96.

42. Huddleston et Kerr (2006), p.82.

▶ **Vision**

Pour que les enseignants prennent au sérieux l'enseignement des sujets controversés, il faut qu'ils soient convaincus de ses avantages sur le plan éducatif.

▶ **Formation**

Pour pouvoir traiter des questions controversées en toute sécurité et avec tact, les enseignants ont besoin de compétences de haut niveau en facilitation qui ne sont normalement pas abordées lors de leur formation initiale ni dans la formation continue.

▶ **Soutien**

Certains sujets pouvant être provocateurs, les enseignants doivent savoir que leur hiérarchie et l'école soutiennent ce qu'ils font, et qu'ils peuvent compter sur l'école pour les aider face à des problèmes de discipline ou aux préoccupations des parents s'ils ne s'en sortent pas tout seuls.

▶ **Préoccupations d'ordre personnel et professionnel**

Pour qu'ils se sentent à l'aise avec l'idée d'enseigner des sujets controversés, les enseignants ont besoin d'avoir le temps de discuter avec leurs collègues des préoccupations, tant personnelles que professionnelles, que leur causent tel ou tel sujet et la façon dont il pourrait être abordé.

▶ **Définir une approche commune de la ligne d'action et de la pratique**

Pour définir une approche commune de la ligne d'action et de la pratique à suivre face aux sujets controversés, le personnel a besoin de pouvoir coopérer et d'examiner ensemble les diverses méthodes et démarches pédagogiques.

▶ **Suivi et évaluation**

Afin que les enseignants aient une meilleure posture et progressent dans l'enseignement de sujets controversés, il faut approuver certaines méthodes permettant de mesurer les résultats et d'évaluer l'efficacité de la pratique adoptée.

▶ **Protection des enfants, soutien et bien-être des élèves**

Comme les enfants et élèves vulnérables issus de groupes minoritaires sont les plus susceptibles d'être confrontés à des difficultés ou aux conséquences négatives de la discussion de sujets controversés, ils ont besoin d'une protection et d'un encadrement spécifiques.

▶ **Esprit et culture de l'école**

Vu l'importance du rôle que jouent l'esprit et la culture de l'école dans les attitudes et les valeurs qu'adoptent les élèves, l'école doit veiller à ce que le respect de la parole des élèves et la valorisation du dialogue transparaissent dans son esprit et sa culture.

▶ **Consultation de tous les acteurs concernés**

Si elle doit se lancer dans une consultation de grande ampleur au sujet de la ligne d'action à suivre en matière de sujets controversés, l'école doit être en mesure de gérer et de coordonner la participation des divers acteurs concernés.

▶ **Relations avec l'extérieur et relations publiques**

Pour éviter toutes craintes ou préoccupations non fondées et la part des parents ou d'autres acteurs au sujet de la façon dont elle traite les questions controversées, l'école doit être en mesure de répondre rapidement à des informations inexacts ou à des rumeurs non fondées avant qu'elles ne se répandent dans la collectivité ou dans les médias, sociaux ou autres.

Rôle stratégique de la direction et de l'encadrement

Pour définir une ligne d'action ou approche globale de l'école, il faut définir une approche stratégique en matière de direction et d'encadrement. Cette approche doit être :

- ▶ **Active** – chercher : à instaurer une vision commune de la manière dont la controverse et les sujets controversés peuvent être traités à l'école dans son ensemble ; à transformer cette vision en ligne d'action ; à communiquer la ligne d'action définie au personnel et aux acteurs concernés ; à proposer des formations ; à suivre la mise en œuvre de la ligne d'action ; à suivre la qualité de cette mise en œuvre ; à superviser le réexamen de la ligne d'action et à définir des objectifs pour l'avenir.

- ▶ **Réactive** – permettre de réagir rapidement et avec tact aux préoccupations personnelles et professionnelles des enseignants, aux besoins de soutien des enseignants et des élèves, et aux inquiétudes ou réclamations des parents, d'autres acteurs concernés, ou des médias.
- ▶ **Proactive** – chercher des façons : de créer de nouvelles opportunités dans le programme ; d'insuffler un esprit et une culture plus porteurs ; d'améliorer les stratégies d'évaluation des risques ; de renforcer le soutien aux groupes vulnérables et minoritaires ; et d'améliorer les relations avec les médias.

Lien avec les lignes d'action de l'école dans d'autres domaines

Bien que gérer la controverse et les sujets controversés soit un domaine d'activité à part entière des chefs d'établissement et des équipes dirigeantes, ce domaine ne devrait pas être considéré comme complètement distinct des autres mais plutôt lié à eux. La ligne d'action en matière de sujets controversés recoupe un grand nombre d'autres lignes d'action de l'école : par exemple celles qui concernent l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre les brimades, le bien-être et la protection des élèves, la cohésion sociale et la lutte contre la radicalisation.

La ligne d'action sur les sujets controversés doit donc être intégrée au programme global de l'école et considérée comme l'un des pans du processus d'autoévaluation de l'école et du cycle de planification du développement.

Conclusions

- ▶ Il est clair, à la lumière des écrits sur la question, que l'enseignement des sujets controversés présente des atouts éducatifs substantiels et variés et qu'il est important d'introduire de tels sujets pour assurer aujourd'hui l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme, en Europe et au-delà.
- ▶ Deux points ressortent particulièrement : l'enseignement de sujets controversés contribue à l'adoption de valeurs partagées et au renforcement de la résilience face à l'extrémisme, et la nécessité pour l'école d'aménager des « espaces protégés » où les élèves ayant des origines et des modes de vie différents puissent exprimer leurs préoccupations sans crainte.
- ▶ En outre, il est clair que présenter des sujets contemporains en classe soulève des questions non seulement sur la pédagogie mais aussi sur le rôle du chef/de la cheffe d'établissement et de l'équipe dirigeante, par exemple : comment renforcer la confiance des enseignants en leur capacité d'enseigner des sujets controversés, comment soutenir le personnel aussi bien en classe que dans ses interactions avec les parents, comment offrir la possibilité de suivre des formations, comment maintenir une démarche cohérente dans l'ensemble de l'école, et comment répondre aux inquiétudes des parents et des divers acteurs concernés.
- ▶ Le rôle des chefs d'établissement est crucial – non seulement car ils supervisent l'élaboration et la mise en œuvre de la ligne d'action de l'école mais aussi car ils donnent le ton quant à la manière de traiter les sujets controversés. Les chefs d'établissement devraient se faire les champions du dialogue démocratique et du respect des différences et être disposés à les intégrer dans leurs propres méthodes de gestion.
- ▶ Comme les sujets controversés sont par essence publics et susceptibles de retentir dans l'ensemble de la communauté scolaire, il faudrait que la démarche suivie pour définir une ligne d'action soit collaborative et associe le personnel, les élèves, les étudiants, les parents et tout autre acteur concerné. Il faudrait aussi que les enseignants puissent mettre au point la pratique à suivre dans le cadre d'une collaboration qui leur permettrait de se réunir pour aborder diverses questions et idées et pour s'accorder sur les approches et méthodes.
- ▶ Pour organiser et coordonner la prise de décisions relative aux sujets controversés dans un cadre collaboratif, les responsables doivent impliquer l'ensemble de la communauté scolaire – les élèves, le personnel, les parents et l'ensemble de la collectivité concernée – et cibler, au moins en principe, tous les aspects du travail de l'école.
- ▶ Une approche globale de l'école exige une forme de gestion tout aussi active (promote les bonnes pratiques dans l'ensemble de l'école), et réactive (fait face aux situations nouvelles et aux imprévus), que proactive (promote les facteurs qui favorisent les bonnes pratiques et qui réduisent les risques potentiels).
- ▶ Renforcer la confiance que les enseignants ont en leur capacité à traiter des sujets controversés en toute sécurité et avec tact est une responsabilité fondamentale du chef/de la cheffe d'établissement et de l'équipe dirigeante. Pour que l'école s'améliore sur ce point, il est indispensable de proposer une

formation professionnelle de bonne qualité et d'offrir des possibilités de développement personnel.

- ▶ Autre responsabilité essentielle des chefs d'établissement et de l'équipe dirigeante : apporter un soutien au personnel enseignant et notamment une aide concrète face aux problèmes qui se posent en classe et en dehors, ou dans les interactions avec les parents.
- ▶ L'apprentissage en classe ne doit pas être considéré comme un élément isolé : ce qui se passe en classe a un effet, bon ou mauvais, sur l'ensemble de l'école. De même, l'esprit et la culture de l'école ont un effet sur ce qui se passe en classe. C'est pourquoi l'instauration d'une culture et d'un esprit porteurs doit être considérée comme un aspect important de la ligne d'action et de la pratique de l'école.
- ▶ Comme les sujets controversés varient d'un endroit à l'autre et au fil du temps, il est important que la ligne d'action et la pratique les concernant soient souples et prennent dûment en considération la nécessité d'adapter à la situation locale les méthodes et démarches pédagogiques. Il faut en particulier tenir dûment compte du bien-être des enfants qui ont des besoins éducatifs particuliers et des enfants appartenant à des groupes vulnérables et minoritaires.
- ▶ Une approche globale et collaborative des sujets controversés à l'école a d'importantes conséquences sur la planification et sur l'allocation des ressources, notamment en lien avec l'élaboration et la mise en œuvre d'une ligne d'action, le développement et le soutien du personnel, le matériel pédagogique et les relations extérieures.
- ▶ La ligne d'action et la pratique relatives aux sujets controversés ne doivent pas être considérées comme distinctes d'autres lignes d'action et pratiques de l'école mais plutôt comme en faisant partie intégrante et y contribuant, par exemple en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, de diversité et de lutte contre la violence. L'élaboration et l'examen de la ligne d'action devraient être intégrés dans le cycle annuel d'autoévaluation et de planification des améliorations.
- ▶ À quelques exceptions près, les commentateurs et les chercheurs ont presque totalement ignoré le rôle des chefs d'établissement et des équipes dirigeantes. Les formations pratiques récentes et le soutien que reçoivent ces derniers sont insuffisants en ce qui concerne la planification et la gestion de l'enseignement des sujets controversés. Le peu qui existe devient vite obsolète et doit être revu. Il faut de toute urgence proposer de nouvelles formations et/ou de nouveaux supports.

Recommandations

À la lumière de ces conclusions, il est recommandé ce qui suit.

- ▶ La gestion des sujets controversés, question touchant à l'école dans son ensemble, devrait être considérée comme un domaine à introduire en priorité dans la formation professionnelle des chefs d'établissement et des équipes dirigeantes.
- ▶ De nouveaux outils et supports de gestion devraient être créés pour aider les chefs d'établissement et les équipes dirigeantes à définir une démarche stratégique adaptée à leur école pour l'enseignement de sujets controversés.
- ▶ Ces outils et supports devraient viser principalement à développer des valeurs partagées et la résilience face à l'extrémisme à l'école et dans la communauté scolaire au sens large.
- ▶ Ils devraient être fondés sur la notion d'« espaces protégés », c'est-à-dire offrir régulièrement aux élèves, à l'école, la possibilité d'échanger librement et sans crainte leurs points de vue sur les controverses publiques actuelles.
- ▶ Ils devraient encourager des styles de direction et de gestion promouvant une démarche collaborative – entre le personnel, les élèves, les parents et l'ensemble de la communauté scolaire – pour l'élaboration de la ligne de conduite de l'école.
- ▶ Ils devraient pouvoir être intégrés dans le cycle d'autoévaluation existant de l'école et dans la planification des améliorations.
- ▶ Ces outils devraient être reliés aux outils de formations proposés aux enseignants dans le kit pédagogique à leur intention intitulé *L'enseignement des sujets controversés*, et utilisés en parallèle.
- ▶ Ils devraient être applicables et accessibles à tous les États membres européens, à tous les stades de l'enseignement et à tous les établissements.

Références et ressources

- Ashton E. and Watson B. (1998), "Values education: a fresh look at procedural neutrality", *Educational Studies*, 24(2), pp.183-93.
- Berg W., Graeffe L. and Holden C. (2003), *Teaching controversial issues: a European perspective*, London Metropolitan University, London.
- Brett P., Mompoin-Gaillard P. and Salema M-H. (2009), *How all teachers can support citizenship and human rights education: a framework for the development of competences*, Council of Europe, Strasbourg.
- Brown et al. (2012), *Democratic citizenship in schools: teaching controversial issues, traditions and accountability*, Dunedin Academic Press, Edinburgh.
- City of Dublin Vocational Education Committee (CDVEC) (2012), *Tackling controversial issues in the citizenship classroom: a resource for citizenship education*, CDVEC Curriculum Development Unit/Professional Development Service for Teachers, Dublin.
- CitizED (2004), *Teaching controversial issues: briefing paper for trainee teachers of citizenship education teachers*, CitizED, London.
- Claire H. et Holden C. (eds) (2007), *The challenge of teaching controversial issues*, Trentham Books Ltd, Stoke-on-Trent.
- Clarke P. (1992), "Teaching controversial issues", *Green Teacher* 31, Green Teacher, Niagara Falls, New York.
- Cowan P. et Maitles H. (2012), *Teaching controversial issues in the classroom: key issues and debates*, Continuum, London.
- Crick report (1998), *Education for citizenship and the teaching of democracy in schools*, Qualifications and Curriculum Authority, London.
- Dearden R. F. (1981), "Controversial issues in the curriculum", *Journal of Curriculum Studies*, 13, (1), pp. 37-44.
- Fiehn J. (2005), *Agree to disagree: citizenship and controversial issues*, Learning and Skills Development Agency, London.
- Frank S. et Huddleston T. (2009), *Schools for society: learning democracy in Europe. A handbook of ideas for action*, Alliance Publishing Trust/ Network of European Foundations, London.
- Gross Z. et Davies L. (2015), *The contested role of education in conflict and fragility*, Sense Publishers, Rotterdam.
- Hess D. E. (2009), *Controversy in the classroom: the democratic power of discussion*, Routledge, London.
- Huddleston T. et Kerr D. (2006), *Making sense of citizenship: a continuing professional development handbook*, John Murray, London.
- Huddleston T. (ed.) (2014), *Democracy in the making: good practices from five years of regional summer academies "Democracy at School and Human Rights in Action"*, Council of Europe/ European Wergeland Centre, Strasbourg.
- Huddleston T. et Rowe D. (2015), "Discussion in citizenship", in Gearon L. (ed.), *Learning to teach citizenship in the secondary school: a companion to school experience*, pp. 94-103, Taylor and Francis, Abingdon.
- Kelly T. (1986), "Discussing controversial issues: four perspectives on the teacher's role", *Theory and Research in Social Education*, 14(2), pp. 113-118.
- Kerr D. et Huddleston T. (eds) (2015), *Living with controversy: teaching controversial issues through education for democratic citizenship and human rights (EDC/HRE)*, Council of Europe, Strasbourg.
- Lambert D. et Balderstone D. (2010), *Learning to teach geography in the secondary school: a companion to school experience*, Routledge, London.
- Oxfam (2006), *Teaching Controversial Issues*, Oxfam, Oxford.
- Philpott S. et al. (2013), "Controversial issues: to teach or not to teach? That is the question", *Georgia Social Studies Journal*, Spring 2011, 1, (1), pp. 32-44.
- Scarratt E. et Davison J. (ed.) (2012), *The media teacher's handbook*, Routledge, Abingdon.

- Shuayb M. (2012), *Rethinking education for cohesion: international case studies*, Palgrave Macmillan, London.
- Soley M. (1996), "If it's controversial, why teach it?", *Social Education*, January, pp. 9-14.
- Stradling R., Noctor M. and Baines B. (1984), *Teaching controversial issues*, Edward Arnold, London.
- Wegerif R. (2003), "Reason and creativity in classroom dialogues", *Language and Education*, 19 (3), pp. 223-237.
- Wilkins A. (2003), "Controversy in citizenship is inevitable", *Citizenship News*, Learning and Skills Development Agency, London.

Ressources en ligne

- Association for Citizenship Teaching (ACT) (2014), CPD Module 9, Teaching about controversial issues: www.teachingcitizenship.org.uk/resource/act-citizenship-cpd-module-9-teaching-about-controversial-issues/; CPD Module B, Controversial issues in citizenship (Primary): www.teachingcitizenship.org.uk/resource/act-citizenship-cpd-module-b-controversial-issues-citizenship-primary/. Consulté le 29 juillet 2016.
- Bonnell J. et al. (nd), "Teaching approaches that help build resilience to extremism among young people", Office for Public Management/National Foundation for Educational Research: www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/182675/DFE-RR119.pdf. Consulté le 15 juillet 2016.
- Council for the Curriculum, "Examinations and Assessment" (nd), Teaching controversial issues at key stage 3: www.nicurriculum.org.uk. Consulté le 21 juillet 2016.
- Citizenship Foundation (2004), "Teaching about controversial issues": www.citizenshipfoundation.org.uk/lib_res_pdf/0118.pdf. Consulté le 17 juillet 2016.
- Clarke P. (2001), "Teaching controversial issues: a four-step classroom strategy for clear thinking on controversial issues": www.bced.gov.bc.ca.abed. Consulté le 18 juillet 2016.
- Crombie B. and Rowe D. (2009), "Dealing with the British National Party and other radical groups: guidance for schools": www.citizenshipfoundation.org.uk/lib_res_pdf/1338.pdf. Consulté le 13 juillet 2016.
- Department for Education (2015), "The Prevent duty – Departmental advice for schools and childcare providers": www.gov.uk/government/publications/protecting-children-from-radicalisation-the-prevent-duty, Department for Education, London. Consulté le 29 juillet 2016.
- Greater Manchester Police (GMP) (2010), "Teaching controversial issues to support the DfCSF toolkit on Prevent" (teacher training manual): <http://manchesterschoolsalliance.co.uk/assets/Teaching-Controversial-Issuesteacher-training-manual-.pdf>. Consulté le 22 juillet 2016.
- National Union of Teachers (NUT) (2015), "Education and extremism: advice for members in England and Wales": www.teachers.org.uk/files/prevent-strategy.doc. Consulté le 5 juillet 2016.
- Jamieson A. (2015), "The Prevent duty: addressing extremism in the classroom": www.sec-ed.co.uk/bestpractice/the-prevent-duty-addressing-extremism-in-the-classroom/. Consulté le 24 juillet 2016.
- Pierpoint S. (2014), "How can schools prepare for discussions of controversial issues? (Part II)": <http://learner-log.org/socialstudies/how-can-schools-prepare-for-discussions-of-controversial-issues-part-ii/>. Consulté le 25 juillet 2016.
- Personal, Social, Health and Economic Education Association (2013), "Teaching 'sensitive' issues": www.psheassociation.org.uk/content.aspx?CategoryID=1173. Consulté le 30 juillet 2016.
- Qualifications and Curriculum Development Agency (QCDA) (2010), "Community cohesion in action: a curriculum planning guide for schools": [www.globalfootprints.org/files/zones/teach/Key GL Documents/QCDAcommunitycohesion.pdf](http://www.globalfootprints.org/files/zones/teach/Key%20GL%20Documents/QCDAcommunitycohesion.pdf). Consulté le 18 juillet 2016.
- Richardson R. (2011), "Five principles on teaching about controversial issues": www.insted.co.uk/guide.html. Consulté le 4 juillet 2016.

Sales agents for publications of the Council of Europe Agents de vente des publications du Conseil de l'Europe

BELGIUM/BELGIQUE

La Librairie Européenne -
The European Bookshop
Rue de l'Orme, 1
BE-1040 BRUXELLES
Tel.: + 32 (0)2 231 04 35
Fax: + 32 (0)2 735 08 60
E-mail: info@libeurop.eu
<http://www.libeurop.be>

Jean De Lannoy/DL Services
c/o Michot Warehouses
Bergense steenweg 77
Chaussée de Mons
BE-1600 SINT PIETERS LEEUW
Fax: + 32 (0)2 706 52 27
E-mail: jean.de.lannoy@dl-servi.com
<http://www.jean-de-lannoy.be>

CANADA

Renouf Publishing Co. Ltd.
22-1010 Polytek Street
CDN-OTTAWA, ONT K1J 9J1
Tel.: + 1 613 745 2665
Fax: + 1 613 745 7660
Toll-Free Tel.: (866) 767-6766
E-mail: order.dept@renoufbooks.com
<http://www.renoufbooks.com>

CROATIA/CROATIE

Robert's Plus d.o.o.
Marasovičeva 67
HR-21000 SPLIT
Tel.: + 385 21 315 800, 801, 802, 803
Fax: + 385 21 315 804
E-mail: robertsplus@robertsplus.hr

CZECH REPUBLIC/ RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Suweco CZ, s.r.o.
Klečakova 347
CZ-180 21 PRAHA 9
Tel.: + 420 2 424 59 204
Fax: + 420 2 848 21 646
E-mail: import@suweco.cz
<http://www.suweco.cz>

DENMARK/DANEMARK

GAD
Vimmelskaffet 32
DK-1161 KØBENHAVN K
Tel.: + 45 77 66 60 00
Fax: + 45 77 66 60 01
E-mail: reception@gad.dk
<http://www.gad.dk>

FINLAND/FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
PO Box 128
Keskuskatu 1
FI-00100 HELSINKI
Tel.: + 358 (0)9 121 4430
Fax: + 358 (0)9 121 4242
E-mail: akatailus@akateeminen.com
<http://www.akateeminen.com>

FRANCE

Please contact directly /
Merci de contacter directement
Council of Europe Publishing
Éditions du Conseil de l'Europe
F-67075 STRASBOURG Cedex
Tel.: + 33 (0)3 88 41 25 81
Fax: + 33 (0)3 88 41 39 10
E-mail: publishing@coe.int
<http://book.coe.int>

Librairie Kléber
1, rue des Francs-Bourgeois
F-67000 STRASBOURG
Tel.: + 33 (0)3 88 15 78 88
Fax: + 33 (0)3 88 15 78 80
E-mail: librairie-kléber@coe.int
<http://www.librairie-kléber.com>

NORWAY/NORVÈGE

Akademika
Postboks 84 Blindern
NO-0314 OSLO
Tel.: + 47 2 218 8100
Fax: + 47 2 218 8103
E-mail: support@akademika.no
<http://www.akademika.no>

POLAND/POLOGNE

Ars Polona JSC
25 Obrońcow Street
PL-03-933 WARSZAWA
Tel.: + 48 (0)22 509 86 00
Fax: + 48 (0)22 509 86 10
E-mail: arspolona@arspolona.com.pl
<http://www.arspolona.com.pl>

PORTUGAL

Marka Lda
Rua dos Correios 61-3
PT-1100-162 LISBOA
Tel: 351 21 3224040
Fax: 351 21 3224044
E mail: apoio.clientes@marka.pt
www.marka.pt

RUSSIAN FEDERATION/ FÉDÉRATION DE RUSSIE

Ves Mir
17b, Butlerova ul. - Office 338
RU-117342 MOSCOW
Tel.: + 7 495 739 0971
Fax: + 7 495 739 0971
E-mail: orders@vesmirbooks.ru
<http://www.vesmirbooks.ru>

SWITZERLAND/SUISSE

Planetis Sàrl
16, chemin des Pins
CH-1273 ARZIER
Tel.: + 41 22 366 51 77
Fax: + 41 22 366 51 78
E-mail: info@planetis.ch

TAIWAN

Tycoon Information Inc.
5th Floor, No. 500, Chang-Chun Road
Taipei, Taiwan
Tel.: 886-2-8712 8886
Fax: 886-2-8712 4747, 8712 4777
E-mail: info@tycoon-info.com.tw
orders@tycoon-info.com.tw

UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI

The Stationery Office Ltd
PO Box 29
GB-NORWICH NR3 1GN
Tel.: + 44 (0)870 600 5522
Fax: + 44 (0)870 600 5533
E-mail: book.enquiries@tso.co.uk
<http://www.tsoshop.co.uk>

UNITED STATES and CANADA/ ÉTATS-UNIS et CANADA

Manhattan Publishing Co
670 White Plains Road
USA-10583 SCARSDALE, NY
Tel: + 1 914 472 4650
Fax: + 1 914 472 4316
E-mail: coe@manhattanpublishing.com
<http://www.manhattanpublishing.com>

La publication cherche à contribuer au renforcement de la gestion des questions controversées au niveau de l'ensemble de l'école. Non seulement les jeunes en bénéficieront, mais cela aidera aussi à améliorer l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme ainsi qu'à protéger et à renforcer nos sociétés démocratiques.



Premis 159121

FRA

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il comprend 47 États membres, dont l'ensemble des membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.

www.coe.int

Les États membres de l'Union européenne ont décidé de mettre en commun leur savoir-faire, leurs ressources et leur destin. Ensemble, ils ont construit une zone de stabilité, de démocratie et de développement durable tout en maintenant leur diversité culturelle, la tolérance et les libertés individuelles. L'Union européenne s'engage à partager ses réalisations et ses valeurs avec les pays et les peuples au-delà de ses frontières.

<http://europa.eu>



<http://book.coe.int>
ISBN 978-92-871-9167-0
€13.50/US\$27

